

# Faciliter le dialogue, l'apprentissage et la participation en gestion des ressources naturelles\*

Guy Bessette

## AVANT-PROPOS

Ce document thématique présente des enjeux conceptuels et méthodologiques reliés à l'utilisation de la communication pour faciliter la participation des intervenants aux initiatives de gestion des ressources naturelles (GRN), de même qu'un recueil de communications qui portent avant tout sur la communication participative pour le développement (CPD) et la GRN, particulièrement en Asie et en Afrique. Ces documents seront publiés en un seul volume à la suite d'un atelier de discussions organisé à Perugia par le CRDI et la FAO, et de la présente Table ronde des Nations Unies sur la communication pour le développement.

La communication pour le développement regroupe de nombreuses démarches et pratiques et la plupart ont été mises en oeuvre dans le domaine de l'environnement et de la GRN. Nous aurions pu adopter une perspective globale intégrée de ces démarches, mais nous avons choisi délibérément de concentrer notre attention sur la communication participative pour le développement en raison de son potentiel innovateur au plan des pratiques de communication à l'échelon communautaire en GRN.

Même lorsque l'on tient compte des approches participatives en GRN, la communication est souvent limitée aux activités de diffusion d'information fondées principalement sur les documents écrits, les émissions de radio et les vidéos éducatives qui visent à faire passer des messages, expliquer des technologies ou illustrer des activités. Ces démarches, qui ont leurs forces et leurs faiblesses, sont bien documentées.

La CPD emprunte une autre voie. Elle vient faciliter la participation à une initiative de développement définie et choisie par une collectivité, avec ou sans l'aide d'autres intervenants de l'extérieur. Différents auteurs<sup>1</sup> ont déjà utilisé cette terminologie pour insister sur la communication participative comparativement à son approche plus traditionnelle fondée sur la diffusion. D'autres qualifient des approches semblables de *communication participative pour le développement*, *communication participative* ou *communication pour le changement social*.

Dans le présent document, on considère la CPD comme une activité planifiée qui repose sur des processus participatifs, ainsi que sur la communication interpersonnelle et avec les médias. Cette communication facilite, entre différents interlocuteurs, le

---

\* Aussi publié dans "People, Land and Water. Participatory Communication for Natural resources Management", rassemblé par Guy Bessette, Earthscan, Londres, 2006

---

<sup>1</sup> Voir en particulier White, Shirley A, K. Sadanandan Nair et Joseph Ascroft. 1994. Participatory Communication, Working for Change and Development. Thousand Oaks, New Delhi, et Sage Publications, Londres; Servaes, J., T.L. Jacobson et S.A. White, 1996, Participatory communication and social change, New Delhi: Sage publications.

dialogue sur un problème ou un but commun du développement. La démarche vise à élaborer et mettre en oeuvre une série d'activités qui contribuent à résoudre le problème identifié ou à atteindre un but, et qui appuient cette initiative et l'accompagnent<sup>2</sup>.

Un tel mode de communication amène à délaisser les approches fondées sur l'information et la persuasion pour faciliter plutôt les échanges entre différents intervenants afin de s'attaquer à un problème commun, d'élaborer une initiative concrète pour expérimenter des solutions possibles et de définir les partenariats, les connaissances et les ressources matérielles nécessaires pour appuyer ces solutions.

Ce document fait aussi partie d'un processus. Tout d'abord, on a invité des praticiens de l'Asie et de l'Afrique à présenter des communications contenant des exemples d'applications de la CPD à la GRN. On a organisé ensuite un atelier d'examen critique par des pairs, pour préparer la Table ronde sur la communication pour le développement, afin de revoir ces documents et d'en discuter. Au cours de la Table ronde, nous nous attendons à ce que le travail effectué dans le groupe de travail sur la communication et la gestion des ressources naturelles produise des idées fraîches et de nouvelles observations qui contribueront à la version finale du présent document.

Ces travaux déboucheront sur la production d'une publication qui, nous l'espérons, jouera un rôle à la fois dans la promotion de méthodes participatives de communication pour le développement dans le domaine de l'environnement et de la GRN, ainsi que dans l'expression de points de vue des praticiens de l'Asie et de l'Afrique.

## **1. LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ, SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DURABILITÉ DE L'ENVIRONNEMENT : LA CONTRIBUTION DE LA COMMUNICATION PARTICIPATIVE**

Il y a des liens étroits entre la lutte contre la pauvreté, la sécurité alimentaire et la durabilité de l'environnement qui posent des défis majeurs sur le plan du développement à tous les intervenants présents dans le domaine de la GRN. La lutte contre la pauvreté passe par une croissance économique soutenue, mais elle doit aussi garantir que les pauvres bénéficient de ces efforts. Il faut aussi s'efforcer d'accroître la sécurité alimentaire, non seulement en augmentant la productivité, mais aussi en assurant l'existence des conditions nécessaires à l'accès et au partage équitable.

Pour promouvoir la durabilité de l'environnement, il faut notamment s'attaquer à des objectifs complexes comme lutter contre la dégradation des terres (et spécialement la désertification), bloquer le déboisement, promouvoir une saine gestion des ressources en eau dans un contexte de rareté, protéger la biodiversité, etc. Il faut concevoir et mettre en oeuvre toutes ces activités avec la participation active des familles et des collectivités qui luttent pour assurer leurs moyens de subsistance dans des environnements changeants et défavorables. Elles doivent toutefois inclure aussi d'autres intervenants qui jouent ou peuvent jouer un rôle dans ces changements : services techniques gouvernementaux, ONG, projets de développement, médias ruraux, organisations communautaires et équipes de recherche. Enfin, les autorités, les stratèges et les prestataires de services locaux et nationaux doivent aussi intervenir pour contribuer à façonner le contexte de réglementation où se produiront les changements qui s'imposent.

Pour relever efficacement ces trois défis interdépendants que sont la lutte contre la pauvreté, la sécurité alimentaire et la durabilité de l'environnement, les praticiens du développement doivent collaborer activement avec tous les intervenants pour faciliter le dialogue, l'apprentissage et la participation active aux initiatives de GRN.

<sup>2</sup> Voir Bessette, G. 2004. *Involving the Community: A Facilitator's Guide to Participatory Development Communication*. CRDI, Ottawa, et Southbound, Penang.

Les pratiques exemplaires en recherche et développement sur la GRN mettent en évidence des situations où des membres de la collectivité, des membres d'une équipe de recherche ou de développement et d'autres interlocuteurs définissent conjointement des paramètres de recherche ou de développement et participent à la prise de décision. Ce processus dépasse la consultation communautaire ou la participation à des activités déterminées par des chercheurs ou des gestionnaires de programme. Dans les meilleurs scénarios, le processus de recherche ou de développement même crée une situation d'autonomisation où les participants transforment leur vision de la réalité et peuvent agir vraiment sur leur environnement.

La CPD renforce un tel processus et permet aux collectivités locales d'aborder des pratiques et des problèmes de GRN et d'en discuter, ainsi que de mobiliser d'autres interlocuteurs pour créer un environnement stratégique amélioré.

Que dire alors des enjeux de l'application de la CPD aux méthodes de GRN et à la recherche? Quels sont les défis et les difficultés d'une telle approche? Quelles idées et leçons pouvons-nous tirer de nos pratiques dans ce domaine? Ce document présente une réflexion sur ces pratiques et propose des orientations afin de renforcer encore davantage les pratiques de GRN et la recherche en la matière par la participation et la communication.

## **2. DE LA DIFFUSION D'INFORMATION À LA PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE**

Dans le contexte de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles, beaucoup d'efforts de communication ont toujours visé avant tout la diffusion et l'adoption de documents techniques destinés aux utilisateurs réels. Les chercheurs voulaient « implanter » leur produit dans des collectivités et les praticiens du développement, le faire « accepter ». Non seulement ces pratiques ont-elles eu peu d'effet, mais elles ne tenaient pas compte non plus du besoin d'aborder des conflits ou des politiques.

La CPD suit une approche différente. Au lieu de mettre l'accent sur des pratique de diffusion d'information ou de persuasion, elle vise à faciliter les échanges entre divers interlocuteurs afin de les aider à aborder un problème de développement commun ou un but commun, d'expérimenter ou réaliser des activités pouvant contribuer à la résolution de ce problème ou de ce but et de déterminer les partenariats, les connaissances et les conditions matérielles nécessaires pour ce faire.

Ces efforts portent avant tout non pas sur l'information que des experts doivent transmettre à des utilisateurs, mais plutôt sur des pratiques de communication horizontale permettant aux collectivités locales de définir leurs besoins en développement, ainsi que les mesures précises qui y répondraient, et d'établir un dialogue continu avec tous les interlocuteurs en cause (p. ex., agents de vulgarisation, chercheurs et décideurs). L'objectif majeur est d'assurer que les utilisateurs réunissent suffisamment d'information et de connaissances pour réaliser leurs propres initiatives de développement, évaluer leurs interventions et exploiter les retombées qui en découlent.

Un tel processus de communication inclut des objectifs qui visent à accroître la base de connaissances collectives (tant les savoirs locaux que modernes); à modifier ou renforcer les pratiques communes qui ont trait à l'utilisation de l'eau et à la productivité des terres afin de pouvoir gérer les ressources naturelles avec plus d'efficacité; à créer et renforcer le capital communautaire; à nourrir un dialogue avec des autorités, des preneurs de décisions et des fournisseurs de services locaux et nationaux. L'approche conduit aussi à établir des stratégies appropriées de communication pour mettre en oeuvre les initiatives identifiées, en faire le suivi et l'évaluation et planifier les interventions futures.

La CPD permet aux chercheurs et aux praticiens de devenir des facilitateurs d'un processus qui met à contribution les collectivités locales et d'autres interlocuteurs pour résoudre un problème ou atteindre un but commun. Or pour devenir un bon facilitateur, il faut apprendre à écouter, à aider les gens à s'exprimer et à dégager un

consensus pour l'action. Pour beaucoup de chercheurs et de praticiens en GRN, c'est un rôle nouveau auquel ils n'ont pas été préparés. Comment initier un tel processus qui consiste à utiliser la communication pour faciliter la participation et le partage des connaissances?

Certains des documents présentés ici décrivent ce processus en action. Dans le premier, Konate et Sankaré décrivent comment on a mis au point une telle démarche dans le contexte de la lutte à la désertification au Sahel. Les stratégies de communication ont longtemps mis l'accent sur la diffusion de l'information, la mobilisation et la persuasion, mais sans parvenir à des résultats durables. Il y avait lieu d'essayer et mettre en oeuvre d'autres méthodes. On a eu recours à une expérience de communication participative afin d'appuyer diverses initiatives locales de lutte contre la désertification au Sahel et de faciliter la participation communautaire à ces initiatives.

L'exercice a amené des membres de la collectivité et des intervenants du développement local à définir leurs problèmes liés à la désertification, à exprimer leurs besoins et à décider de faire l'essai de solutions locales et de mesures concrètes. Dans le cadre du projet, on a utilisé des outils de communication comme les démonstrations pratiques, la radio, les discussions communautaires, ainsi que des chants et des poèmes traditionnels, pour appuyer les initiatives et les accompagner.

Le processus comportait quatre phases principales – formation, planification, expérimentation et évaluation. La formation et la planification ont constitué l'assise parce qu'elles ont mobilisé tous les intervenants (p. ex., membres de la collectivité, chefs de projet et facilitateurs en communication de la localité) afin de discuter du processus de recherche-action et de la façon d'utiliser la communication pour faciliter la participation. L'exercice a facilité non seulement la participation communautaire, mais aussi la synergie entre des structures de développement différentes.

Ces initiatives ont été couronnées de succès parce que les gens ont participé au processus décisionnel et n'ont pas été invités simplement à participer à des activités spécifiques décidées par d'autres. Le projet a en outre démontré que pour enrayer la désertification, comme dans le cas d'autres défis posés par le développement, la participation communautaire et la synergie entre différents intervenants du développement s'imposent. On ne peut se limiter à programmer les actions de manière verticale, indépendamment de cette participation de la base.

Odoi, de l'Ouganda, raconte comment un virage important a eu lieu au niveau des pratiques de communication afin de mettre en oeuvre la communication participative dans le contexte d'une recherche-action menée avec des producteurs de bananes. Le programme de recherche sur la banane de la NARO (Organisation nationale de la recherche agricole de l'Ouganda) a cherché à élaborer une stratégie de communication bidirectionnelle afin de faciliter la participation des agriculteurs à la résolution des problèmes de productivité de la banane et de favoriser l'échange des savoirs entre agriculteurs en utilisant des outils de communication mis au point de façon participative. Dans le contexte de cette recherche, on a utilisé la CPD comme moyen d'amener la collectivité à participer activement à la définition de ces problèmes de GRN et à la recherche de solutions.

Les chercheurs ont encouragé les agriculteurs à se regrouper. Ils ont ensuite aidé les représentants des groupes d'agriculteurs à définir leurs problèmes de GRN et à y attribuer une priorité dans leurs bananeraies, de même que les causes des problèmes et leurs solutions possibles. Les chercheurs ont aussi collaboré avec les agriculteurs pour définir leurs besoins et leurs objectifs en matière de communication portant sur les problèmes déterminés, les activités qu'il serait possible d'entreprendre pour contribuer à leur résolution et les moyens de communication qui pourraient aider les agriculteurs à partager leurs nouvelles connaissances avec les membres de leur groupe.

Au cours de cette recherche, les chercheurs ont découvert que les agriculteurs détenaient des savoirs locaux pertinents à la résolution des problèmes de GRN soulevés, mais aussi qu'il était possible de les renforcer. Ils ont aussi constaté que les agriculteurs n'avaient ni tribune où échanger information, points de vue et connaissances ni accès à des outils de communication.

À la suite des activités de recherche, des terres abandonnées auparavant par les agriculteurs produisent maintenant de bonnes bananes. Les agriculteurs ont aussi pris suffisamment confiance en eux pour montrer leurs terres à d'autres agriculteurs et partager leurs connaissances avec d'autres agriculteurs de leur collectivité. Ils ont appris à utiliser des moyens de communication comme des photographies, des affiches, des brochures, le chant et la danse.

Après avoir compris le pouvoir de l'appartenance à un groupe, ils ont créé une association officielle d'agriculteurs par l'entremise de laquelle ils ont pu chercher, consulter et mettre en commun des renseignements et des services pertinents aux problèmes communautaires. À la suite de ces activités, les agriculteurs sont devenus proactifs au lieu d'attendre passivement de l'aide de l'extérieur.

Un projet de recherche-action dans le bassin du Nakanbe au Burkina Faso (Collectif Kuma et Sanon) est un autre exemple de démarche de communication participative qui a réuni tous les interlocuteurs en cause pour gérer des conflits communautaires reliés à l'eau.

Les méthodes de gestion des ressources en eau sont souvent centralisées et laissent peu de place à la participation des populations locales que touchent en réalité les problèmes liés à l'eau. Une recherche terrain effectuée dans le bassin a révélé que 50 % des sources d'eau modernes (pompes à main et puits modernes) mises en place dans le contexte de différents projets ne fonctionnaient pas parce que les bénéficiaires ne participaient pas et ne se sentaient pas responsables. La démarche de communication participative suivie par les chercheurs a favorisé une communication multidirectionnelle entre les différents intervenants et mis l'accent sur le dialogue entre les différents interlocuteurs au sujet de l'utilisation de l'eau. La démarche a aussi visé avant tout à créer des compétences locales en organisation, participation et prise de décisions portant sur la gestion des ressources en eau et la résolution des différends, ainsi que sur la création ou le renforcement de comités locaux de gestion de l'eau.

Là encore, la communication participative a aidé à trouver des solutions à des situations de conflit dans les villages et à créer ou renforcer des institutions sociales comme les comités de gestion de points d'eau. Là encore, elle a donné aux membres des collectivités la confiance nécessaire pour leur permettre de s'attaquer à leurs problèmes et de trouver leurs propres solutions au lieu d'attendre de l'aide de l'extérieur. En l'occurrence, la communication a aussi reconnu le rôle central que jouent les femmes dans la gestion des ressources en eau des villages.

Dans un autre cas du Vietnam (Le Van *et al.*), on décrit comment on a expérimenté une démarche de communication participative pour faciliter et accompagner la gestion communautaire des ressources naturelles avec des collectivités des hautes terres. Cette recherche a commencé après que le gouvernement a mis en oeuvre de nouvelles politiques de protection des forêts des hautes terres. À la suite de l'application de ces mesures, toutefois, il ne restait plus qu'un pour cent des terres disponibles pour la production agricole. Les collectivités locales habituées à pratiquer l'agriculture nomade ont dû changer leurs habitudes pour adopter une agriculture sédentaire. Dans le cadre de ce projet, les chercheurs les ont appuyés afin d'améliorer leurs moyens de subsistance dans ce nouveau contexte.

À cause de ces changements imposés à leur système d'agriculture et du peu d'accès aux biens et aux ressources naturelles, la production était faible et les possibilités de générer un revenu, rares. On a eu recours à la communication participative pour favoriser la participation de ces collectivités locales et les aider à définir leurs besoins et leurs priorités et trouver des moyens d'améliorer leurs moyens de subsistance. Cette façon de procéder a instauré un changement par rapport aux interventions traditionnelles de l'extérieur dans une collectivité donnée. Pour la première fois, on demandé à des groupes d'agriculteurs qui avaient des caractéristiques et des intérêts communs d'indiquer à quels problèmes ils voulaient s'attaquer et les solutions dont ils voulaient faire l'essai.

La question d'atteindre les pauvres et les groupes les plus désavantagés de la collectivité a constitué une préoccupation majeure, tout au long de cette recherche, parce que ces groupes avaient peu de possibilités de participer à des programmes de recherche ou de développement. On a mis l'accent sur la participation des agriculteurs pauvres et des femmes. En améliorant la capacité des chefs de file et des organisations communautaires, on les a aussi aidés à emprunter de telles démarches participatives auprès de membres de la collectivité afin de leur permettre de contribuer aux plans et aux activités communautaires.

### **3. LE PRATICIEN DE LA GRN COMME INTERVENANT EN COMMUNICATION ET FACILITATEUR**

#### **Établissement de liens**

Dès qu'un chercheur ou agent de développement communique pour la première fois avec une collectivité locale pour établir une relation de travail, il devient un intervenant en communication. La façon dont le chercheur ou le praticien de la GRN aborde la collectivité locale, comprend les enjeux et en discute, réunit l'information et la partage comporte des moyens d'établir la communication avec les gens. La façon de l'établir et de la maintenir a des répercussions sur la manière dont les gens participeront ou non aux initiatives de recherche ou de développement envisagées.

Dans ce contexte, il semble important de promouvoir un processus de communication multidirectionnelle. Les chercheurs ou les travailleurs en développement abordent la collectivité par l'entremise de ses chefs de file et de ses groupes communautaires. Les groupes communautaires définissent leurs liens avec les nouvelles personnes-ressources, d'autres interlocuteurs connexes et d'autres groupes communautaires.

Beaucoup d'intervenants, notamment dans le domaine de la GRN perçoivent les membres des collectivités comme des bénéficiaires et de futurs utilisateurs de résultats de recherche. Même si la plupart des gens reconnaissent que le transfert unidirectionnel de techniques aux utilisateurs a tout simplement peu d'effet, les attitudes et les habitudes ne sont pas faciles à changer. Pour instaurer ce changement, il faut reconnaître que les membres de la collectivité sont des intervenants dans le processus de recherche et de développement. Aborder une collectivité signifie donc aussi mettre les gens à contribution et penser en fonction de la participation des intervenants aux différentes phases du processus de recherche ou de développement dans l'ensemble. Établir la confiance et la compréhension mutuelles constitue un défi majeur à relever à ce stade et le demeurera pendant toute la période d'échanges entre chercheurs ou praticiens et la collectivité.

#### **Négociation d'un mandat**

Des chercheurs ne se présentent pas dans une collectivité sans avoir leur mandat et leur programme. Par ailleurs, les collectivités souhaitent aussi que les personnes ressources qui se présentent à elles répondent à leurs besoins et s'attaquent à leurs problèmes.

Elles n'établissent pas de distinction entre les problèmes de GRN, les difficultés à obtenir du crédit ou les problèmes de santé, parce que ces éléments font tous partie de leur réalité.

Comme ils ne peuvent aborder toutes les questions, les chercheurs et les praticiens devraient expliquer l'étendue et les limites de leur mandat aux membres de la collectivité et en discuter avec eux. Dans certains cas, des compromis sont possibles. Il peut être possible, par exemple, de mettre à contribution d'autres organisations ressources qui pourraient contribuer à résoudre les problèmes qui échappent au mandat des chercheurs ou des praticiens. C'est souvent le cas en ce qui concerne les facilités de crédit par exemple.

### **Rapports de forces et rôles des deux sexes**

Il y a des liens clairs entre la gestion de ressources naturelles et la répartition des pouvoirs dans une collectivité, ainsi que dans son environnement sociopolitique. Elle est aussi liée étroitement aux rôles des deux sexes. C'est pourquoi les analyses sociales et de genre sont utiles lorsqu'il s'agit d'analyser la répartition des pouvoirs dans une collectivité. L'inutilisation de ces moyens peut transformer le processus participatif en manipulation ou le rendre sélectif et faire que l'on choisit quelques personnes ou groupes seulement de la collectivité.

Le document sur la communication et le développement durable (Ouattara et Ouattara) décrit une situation où un guérisseur traditionnel avait un pouvoir incontestable sur tout ce qui intéressait la collectivité et utilisait le processus de la communication participative pour renforcer son pouvoir sur la collectivité en cause. Les membres de l'équipe d'intervention, qui n'étaient pas habitués à un tel comportement, se sont retrouvés *de facto* manipulés par la situation. Quel type de participation était alors possible?

Ce cas n'est pas exceptionnel et le seul moyen de prévenir une telle situation consiste à identifier les principaux intervenants d'une collectivité et à comprendre leurs rôles et leurs relations avant d'entreprendre quoi que ce soit. L'analyse sociale, l'analyse de genre et l'identification des systèmes, des voies et des outils de communication locaux devraient précéder toute intervention dans le cadre de laquelle la population participe à la définition de problèmes et de solutions.

### **Comprendre le contexte local : collecte de données ou coproduction de connaissances?**

Ce changement d'attitude a son corollaire dans la méthodologie. Les chercheurs, en particulier, ont reçu une formation en collecte de données axée sur un mode d'extraction qui ne facilite pas la participation. La CPD suggère toutefois que les chercheurs ou les praticiens collaborent avec des membres de la collectivité et d'autres interlocuteurs pour réunir et mettre en commun de l'information de référence. Cette collaboration indique un processus de coproduction de connaissances qui se nourrit des forces des différents interlocuteurs.

Différentes techniques de recherche participative se sont généralisées dans le domaine de la GRN pour réunir de l'information de référence en un temps record et faciliter la participation des membres de la collectivité. Il arrive toutefois souvent que l'on utilise encore en mode extraction des techniques comme la cartographie des ressources, les marches transversales, le classement des problèmes et l'établissement des calendriers saisonniers, etc. L'information sert alors principalement au chercheur ou au concepteur du projet et l'on accorde peu d'importance aux besoins en information de la collectivité ou à toute activité de restitution qui garantirait le partage de résultats.

Dans ces cas, même si on les qualifie de « participatives », ces techniques peuvent renforcer un processus guidé de l'extérieur. La CPD insiste sur le besoin d'adapter des attitudes autant que des techniques. La coproduction de connaissances diffère de la simple collecte de données et peut jouer un rôle essentiel en facilitant la participation à la prise des décisions qu'entraîne un projet de recherche ou de développement.

### **Comprendre le contexte de la communication**

Qui sont les différents groupes qui constituent la collectivité locale? Quelles sont les principales coutumes et croyances sur la gestion des terres et de l'eau et comment les gens communiquent-ils entre eux à ce sujet? Quelles sont les voies efficaces de communication interpersonnelle? À quelles associations et institutions locales les gens ont-ils recours pour échanger de l'information et des idées? Quels moyens modernes et traditionnels de communication la collectivité utilise-t-elle?

Là encore, il est important d'intégrer les aspects biophysiques et sociaux, ainsi que les éléments de la communication, dans un effort intégré qui vise à comprendre la culture et le contexte local. Tout comme ils recueillent de l'information générale et organisent des activités de recherche participative pour réunir des renseignements plus précis, les chercheurs et les praticiens du développement devraient essayer de comprendre, avec l'aide de la collectivité, ses voies et ses outils de communication, ainsi que son contexte global.

### **Identifier les savoirs locaux et les utiliser**

Pour faciliter cette co-production des connaissances, il faut notamment identifier les savoirs locaux associés aux pratiques de GRN. Il faut aussi établir des liens avec deux autres grandes questions : la validation des connaissances en question et l'identification des connaissances modernes et scientifiques qui pourraient renforcer ces savoirs locaux.

Certains savoirs et pratiques peuvent bien convenir à certains contextes. Dans d'autres, ils peuvent être incomplets ou avoir perdu de leur valeur réelle. Parfois, certaines pratiques en particulier ont pu convenir à des conditions qui existaient auparavant mais qui peuvent toutefois avoir changé, comme dans le cas des conditions climatiques par exemple. Ce changement met l'accent sur l'importance de valider les connaissances locales communes par rapport à des données scientifiques, ainsi que par la discussion avec des experts locaux, des aînés et des membres de la collectivité. Il peut aussi être utile de combiner les connaissances modernes aux pratiques locales afin de rendre celles-ci plus efficaces, ou de les harmoniser davantage avec les besoins locaux.

Il y a un autre point qu'il vaut la peine de signaler en ce qui concerne l'utilisation des connaissances locales dans un contexte de communication participative. Le processus ne devrait pas se dérouler cependant en mode extractif, par des gens de l'extérieur de la collectivité seulement. Il doit faciliter la participation de la collectivité à la recherche de solutions à un problème donné. Les auteurs de trois communications discutent d'enjeux reliés à la communication participative et aux connaissances locales.

Une première communication du Mali (Sanou), décrit une recherche basée sur l'identification et l'utilisation des connaissances locales. Les chercheurs et les agriculteurs ont revu ensemble les pratiques et les méthodes de culture du karité et du néré, deux fruits importants dans la vie des populations sahéliennes. Cette démarche a permis d'identifier les points de vue et connaissances des agriculteurs et agricultrices face à ces espèces agroforestières (p. ex., qualité des arbres et des fruits, critères de classification des arbres, périodes de récolte et organisation). À la suite de ces travaux, on a pu proposer des solutions locales et adaptées au vieillissement des arbres et à la régénération lente des parcs, et comblé aussi des lacunes au plan de l'identification des ressources génétiques.

Une deuxième communication (Collectif Kuma) met l'accent sur l'importance d'assurer la transparence durant l'identification de connaissances locales. Les membres de la collectivité et les détenteurs de connaissances doivent comprendre à quoi elles serviront et comment elles seront exploitées. Il est tout aussi important de garantir que la collectivité profite d'une partie importante des retombées éventuelles de ces connaissances. De même, il faut garantir que l'information recueillie ne servira pas contre la collectivité, ce qui s'est produit à maintes reprises dans le cas des droits fonciers.

Ce document soulève aussi la question de tenir spécifiquement compte des connaissances locales des femmes, qu'on oublie depuis longtemps parce que leurs activités ont été sous-évaluées sur les plans économique et social. Dans le contexte de la recherche effectuée par Ouattara et Ouattara sur la communication et le développement durable, on a donné à des femmes locales de la formation en animation et organisé des réunions distinctes avec des hommes et des femmes. Les facilitatrices ont toujours expliqué aux femmes l'importance de leurs connaissances dans la recherche de solutions à un problème en particulier.

Une solution moderne à un problème donné aura aussi plus de chance d'être adoptée s'il existe déjà une pratique semblable dans la collectivité. Au Sahel, par exemple, l'utilisation de roches pour protéger les champs contre l'érosion a été facilement acceptée parce que l'on utilisait déjà des branches mortes pour empêcher l'eau d'envahir les champs.

Dans une troisième communication, Diarra décrit un cas du Mali où l'on a utilisé des connaissances ancestrales pour améliorer la production agricole et le mieux-être de la collectivité. Une vieille femme du village pouvait prédire les bonnes années pluvieuses et les années de sécheresse, et recommander aux agriculteurs de cultiver les terres situées sur les hauts plateaux (au cours des années pluvieuses) ou à proximité de la rivière (pendant les années de sécheresse). C'est pourquoi chaque famille avait deux lopins de terre, un à proximité de la rivière et l'autre sur les plateaux. Son secret, qu'elle gardait jalousement, c'est qu'elle basait ses prédictions sur la hauteur à laquelle les hirondelles faisaient leur nid dans les arbres situés près de la rivière.

Après sa mort, et avec la permission des autorités du village, on a dévoilé son secret aux villageois afin d'inciter la collectivité à protéger la rivière peu profonde contre l'érosion excessive des berges. Les villageois ont consenti à participer à de telles activités afin de protéger les oiseaux et le savoir qu'ils apportaient avec eux chaque année. On voit ainsi comment utiliser le savoir local non seulement dans la vie quotidienne, mais aussi pour inciter les gens à mieux gérer leurs ressources.

### **Participation de la collectivité locale au diagnostic et à la planification**

La CPD permet aussi à la collectivité locale de participer à la définition d'un problème de développement (ou d'un but commun), à la découverte de ses nombreuses dimensions, à la formulation de solutions possibles (ou d'une série d'interventions) et à la prise d'une décision sur une série concrète d'interventions à expérimenter ou mettre en oeuvre. Cela signifie aussi qu'il faut faciliter les échanges et la collaboration avec d'autres interlocuteurs qui seraient en mesure d'appuyer ce processus.

Dans le passé, beaucoup de chercheurs et de praticiens identifiaient un problème dans une collectivité et faisaient l'essai de solutions avec la collaboration de la population locale. Avec la CPD, le chercheur ou le praticien du développement devient facilitateur d'un processus qui met à contribution les collectivités locales et d'autres interlocuteurs pour définir un problème et le résoudre, ou pour atteindre un but commun.

Le processus de communication devrait aider les gens à définir un problème particulier auquel ils veulent s'attaquer, à discuter de ses causes et à les comprendre, à trouver des solutions possibles et à s'entendre sur une série d'activités dont ils veulent

faire l'essai. Il est utile d'insister sur le fait que tout cela ne se produit pas au cours d'une seule réunion avec des représentants de la collectivité. Il faut laisser au processus le temps d'évoluer.

Dans certains cas, le point de départ n'est pas un problème en particulier : c'est plutôt un but commun que se fixe une collectivité. Comme dans le cas du processus axé sur l'identification d'un problème, la collectivité décidera de mettre en oeuvre une série de mesures pour chercher à atteindre le but en question. À la fin des deux processus, la collectivité s'entend sur une série concrète d'interventions.

Idéalement, c'est à ce moment qu'il faudrait définir des objectifs de développement ou de recherche pour renforcer l'initiative choisie par la collectivité et l'accompagner. En général, toutefois, ces objectifs sont déjà définis dans une proposition de recherche et de développement conçue avant que l'on commence à consulter la collectivité. Une solution au problème consiste à prévoir de réviser les objectifs initiaux avec la collectivité au début du projet de recherche ou de développement. Idéalement, il faudrait toutefois modifier les règles administratives des bailleurs de fonds, ainsi que les méthodologies adoptées par les praticiens, pour faciliter la participation de la collectivité au stade de la définition de ce qui pourrait devenir par la suite une initiative de recherche ou de développement.

### **Établissement de partenariats à l'échelon local**

La CPD pivote sur le concept de l'établissement de partenariats entre tous les intervenants du développement qui ont des contacts avec les collectivités locales ou qui peuvent contribuer à l'initiative de développement menée par une communauté donnée.

Il arrive souvent qu'un projet de recherche ou de développement se déroule en collaboration avec une collectivité locale, mais sans tenir compte d'autres initiatives qui peuvent essayer de mobiliser la même collectivité par d'autres processus de participation. Une telle situation cause énormément de fatigue dans la collectivité et peut aussi créer une surdose de participation. La méthodologie devrait prévoir le repérage d'autres initiatives en cours, l'établissement d'un lien de communication avec celles-ci et la recherche de possibilités de synergie ou de collaboration.

Ces activités qui se déroulent en collaboration avec une collectivité locale permettent aussi aux chercheurs et aux praticiens de trouver des partenaires possibles qui pourraient participer à l'exercice de recherche ou de développement. Il pourrait s'agir d'une station de radio rurale, d'une troupe de théâtre ou d'une ONG qui travaille avec la même collectivité. Si l'on établit des contacts dès le début du projet, ces groupes sentiront qu'ils peuvent jouer un rôle utile dans la conception du projet de recherche au lieu de se percevoir en cours de route comme de simples fournisseurs de services.

Les collectivités locales ont des échanges au sujet de leurs problèmes de GRN avec des services techniques gouvernementaux, des ONG, des projets de développement, des médias ruraux, des organismes communautaires et des organisations de recherche. Toutes ces entités ont leurs propres plans d'action et, très souvent, il n'y a aucun lien entre les diverses interventions sur le plan du développement. Afin de maximiser l'impact de diverses initiatives locales, il semble important de créer des partenariats et d'établir des synergies à l'échelon communautaire.

Cette question de la collaboration n'est pas facile. Dans une des communications de l'Afrique (Collectif Kuma), on soulève la question de la collaboration avec les techniciens des services gouvernementaux et, plus précisément, le problème de la cohabitation d'approches participatives et non participatives. Les techniciens sont habitués à exécuter et mettre en oeuvre des programmes déjà établis par les autorités gouvernementales. Leur mandat consiste souvent à amener des gens à adopter leurs recommandations et

à participer à leurs programmes, ce qui va à l'encontre des démarches participatives que nous voulons mettre en oeuvre. Il faut donc prévoir présenter la démarche de la CPD aux partenaires avec lesquels nous voulons collaborer.

### **Contraintes et défis**

Pour franchir les étapes ci-dessus, il faut satisfaire à certaines conditions. El Dabi présente un exemple de l'Égypte où l'on n'a pu mettre en oeuvre la communication participative. Le projet visait à établir des mécanismes d'implantation d'un plan de développement stratégique dans le sud de l'Égypte. Il fallait définir les obstacles dont il fallait tenir compte et proposer des modifications réalistes qui amélioreraient la participation possible d'intervenants des secteurs public et privé de la société civile dans le développement local.

Pour ce faire il était prévu de former les autorités locales en planification participative et d'implanter une démarche de communication participative incluant l'identification des problèmes, des voies et canaux de communication de tous les intervenants, la conception d'un programme de formation à l'intention des interlocuteurs immédiats pour leur permettre de comprendre la CPD et de l'appliquer dans leur collectivité, et l'accompagnement des partenaires dans l'élaboration d'une stratégie de CPD pour les plans de développement de leur collectivité.

La mise en oeuvre du plan s'est toutefois butée à plusieurs obstacles. Tout d'abord, on a perçu la participation comme un processus visant à permettre aux gens des collectivités de faire entendre leurs problèmes et non comme un moyen pour eux de chercher des façons de surmonter les problèmes en question. Deuxièmement, le projet n'a pas prévu suffisamment de temps pour évaluer les interventions antérieures ou assurer la formation de façon participative. Troisième facteur mais non le moindre, on n'a pas affecté suffisamment de ressources à l'institutionnalisation des démarches participatives. C'est pourquoi on n'a pu implanter la communication participative dans le contexte de ce projet.

Adjibade fournit des exemples de certaines des difficultés pratiques que présente la mise en oeuvre de la communication participative, particulièrement en contexte rural. Le document décrit aussi certaines des conditions qu'il faut respecter. Adjibade aborde l'importance de connaître d'avance la langue locale, ainsi que les voies et les outils de communication utilisés dans la collectivité; celle de la négociation avec les hommes d'une collectivité afin de déterminer dans quelles conditions les femmes peuvent participer à des activités en particulier; celle des considérations relatives au temps et à la distance, de l'établissement de partenariats avec des organisations locales qui connaissent mieux leur collectivité et le contexte local; celle de la prise en considération d'autorités locales (traditionnelles, administratives et familiales) et de l'harmonisation de la compréhension de la communication participative entre les facilitateurs, les décideurs et les participants en cause. Ce document nous rappelle aussi qu'il faut prévoir plus de temps pour mettre en oeuvre des processus de communication participative qu'on en prévoit habituellement dans les projets de développement.

Adjibade nous rappelle aussi que les activités de communication participative entraînent habituellement l'expression du besoin d'aide matérielle et financière pour mettre en oeuvre la solution définie au cours du processus. Il faut prévoir quelque part que l'on répondra à ces besoins, que ce soit dans le cadre du projet même ou par des partenariats. Sinon, le processus s'arrête là où il devrait commencer. Le document montre aussi qu'il est important de ne pas séparer les activités de communication participative des activités de développement et qu'il faut prévoir des ressources pour appuyer ces deux aspects complémentaires.

Un autre document décrit l'expérience de l'implantation de la communication dans le contexte d'un projet de GRN participative dans la région de Tonle Sap au Cambodge (Thompson). Le projet a mis l'accent sur la communication comme élément à part

entière de ses activités. On a appliqué un vaste éventail d'outils et de méthodologies pour informer, éduquer et promouvoir la participation. Ces efforts sont toutefois demeurés limités étant donné qu'il n'y avait pas de plan global de communication. Les méthodes de CPD peuvent définir les interventions communautaires qui conviennent le mieux et les options de gestion dans chaque collectivité afin d'appuyer les efforts communautaires de GRN. Il faut toutefois intégrer les différentes activités de communication dans un plan systémique et stratégique pour en réaliser l'efficacité possible.

#### **4. APPUI DE LA GRN PAR DES STRATÉGIES ET DES OUTILS DE COMMUNICATION**

Avec la CPD, les stratégies de communication pivotent sur une initiative définie par la collectivité pour s'attaquer à un problème précis ou atteindre un but commun.

Après que les membres de la collectivité ont défini une initiative concrète qu'ils souhaitent réaliser, il faut déterminer à la fois les diverses catégories de personnes les plus touchées par ce problème de GRN et les groupes qui pourraient aider à le résoudre. Il pourrait s'agir de groupes communautaires en particulier ou d'autres intervenants qui peuvent ou pourraient jouer un rôle dans l'initiative mise en œuvre pour résoudre le problème ou atteindre le but.

S'adresser à un auditoire général comme « la collectivité » ou « les agriculteurs » n'aide pas vraiment à intégrer les gens dans la démarche de communication participative. Chaque groupe qui constitue une collectivité, que ce soit par son âge, son genre, son origine ethnique, sa langue, son occupation, sa situation économique et sociale, etc. a ses propres caractéristiques, sa propre façon de percevoir un problème et sa solution, ainsi que sa propre façon d'agir. De même, les besoins en communication varient considérablement dans chaque groupe de la collectivité ou catégorie d'interlocuteurs en particulier.

Dans tous les cas, il importe d'accorder une attention particulière aux relations de genre. Dans tous les contextes, les besoins, les rôles sociaux et les responsabilités des hommes et des femmes diffèrent. C'est aussi le cas du degré d'accès aux ressources, de la participation aux processus décisionnels et de leur façon de percevoir un problème commun ou des solutions possibles. C'est vrai aussi chez les jeunes. Il existe souvent une distinction marquée entre les rôles et les besoins des jeunes filles et ceux des femmes plus âgées, ainsi qu'entre les façons des hommes âgés et des jeunes de percevoir le même problème. C'est pourquoi leurs intérêts et leurs besoins diffèrent, tout comme leur façon de voir les choses, et tout comme leurs contributions à l'initiative de recherche ou de développement différeront aussi.

#### **Besoins et objectifs de communication**

On peut classer en général les besoins en développement en besoins matériels et besoins en communication. Tout problème de développement donné, et les efforts déployés pour le résoudre, comporteront des besoins en ressources matérielles et reliés aux conditions d'acquisition et de gestion de celles-ci. Il y a toutefois des besoins complémentaires qui mettent en cause la communication pour partager de l'information, influencer des politiques, résoudre des conflits, faciliter l'apprentissage et appuyer la prise de décisions et les interventions en collaboration. Il est clair que ces aspects liés aux ressources matérielles et aux communications doivent aller de pair et que tout effort de recherche ou de développement doit en tenir compte systématiquement.

Cela dit, la communication participative met davantage l'accent sur la deuxième catégorie de besoins, tout en cherchant à répondre aux besoins en ressources matérielles sur lesquelles se concentre l'effort de recherche ou de développement.

Les objectifs de communication reposent sur les besoins en communication de chaque groupe en particulier qui s'intéresse au problème en cause ou aux activités qui feront partie du projet. Ces besoins en communication sont établis par tous les interlocuteurs en cause et sont soumis à un processus de sélection. Les choix peuvent reposer sur les besoins les plus urgents ou sur ceux qui devraient répondre le plus aux interventions. On traduit ensuite ces besoins en une série d'interventions qu'il faudrait réaliser pour répondre à chacun d'entre eux.

En règle générale, dans le contexte de la GRN, ces interventions sont reliées à l'une ou l'autre des fonctions de communication suivantes : appuyer des efforts de sensibilisation, partager de l'information, faciliter l'apprentissage, appuyer la participation, la prise de décision et l'intervention fondée sur la collaboration, résoudre des différends et influencer la prise de décisions et l'environnement des politiques en GRN.

### **Utilisation participative des moyens de communication**

Souvent, des chercheurs et des praticiens qui veulent utiliser la communication dans leurs activités souhaitent produire une vidéo, une émission de radio ou une pièce de théâtre sans essayer d'abord de déterminer comment ce moyen de communication contribuera au projet de recherche ou de développement. L'expression « moyens de communication » sous-entend en soi qu'ils ne sont ni le « produit » ni le « résultat » des activités de communication.

La CPD adopte une autre perspective. Elle guide les participants dans un processus de planification qui commence par l'identification d'un problème ou but de développement et en particulier, l'implication de groupes spécifiques de partenaires ainsi que la définition de leurs besoins en communication et des objectifs en la matière. En collaboration avec des membres de la collectivité et d'autres intervenants, l'équipe de recherche ou de développement détermine ensuite les activités et les moyens de communication appropriés nécessaires pour atteindre ces objectifs. Il s'agit d'un processus collectif de dégagement de consensus et non d'une stratégie élaborée en dehors de la dynamique sociale.

La CPD place aussi les médias traditionnels ou modernes sur un pied d'égalité avec la communication interpersonnelle et les expériences d'apprentissage comme les visites sur le terrain ou les cours destinés aux agriculteurs. Il faut bien entendu préciser clairement dès le début du projet l'importance d'utiliser ces moyens de communication de façon à appuyer une communication multidirectionnelle.

Il y a deux situations dont il faut tenir compte en ce qui concerne les outils de communication. Nous discutons souvent de la question dans l'optique de l'utilisation par des équipes de recherche et de développement d'outils de communication pour appuyer leurs activités. Les membres de la collectivité doivent toutefois pouvoir aussi utiliser ces outils de communications pour leurs propres besoins.

Trois critères semblent particulièrement utiles dans le choix des outils de communication : leur utilisation réelle dans la collectivité, le coût de leur utilisation et les contraintes qui en découlent, ainsi que leur polyvalence. Dans la mesure du possible, il faudrait compter d'abord sur les outils de communication déjà utilisés dans la collectivité locale pour échanger de l'information et des idées, ou sur les outils avec lesquels les gens se sentent le plus à l'aise. Avant de prendre une décision, il faut aussi tenir compte de facteurs liés aux coûts et à la durabilité, ainsi qu'aux différents types d'utilisation.

Quant aux outils utilisés par les praticiens de la GRN, les communications contenues dans la présente publication accordent une attention particulière à l'intégration de la communication interpersonnelle et des médias communautaires : discussions thématiques communautaires, théâtre participatif, radio et communication participatives, fermes-écoles, vidéos, photographies, illustrations et réunions communautaires.

### **Rencontres causeries**

Presque tout le monde considère les rencontres causeries comme un outil de communication incontournable. Ces discussions sous-entendent toutefois aussi un processus et des attitudes particulières chez le facilitateur. Une communication du Collectif Kuma présente deux exemples de facilitateurs et des processus suivis lorsqu'on utilise cet outil.

Une autre communication (Thiamobiga) établit un lien entre un cas en particulier dans le cadre duquel des discussions communautaires ont aidé à gérer des feux de brousse et à protéger l'environnement naturel. Il insiste sur le lien entre la communication participative et la « palabre » – façon traditionnelle d'aborder des enjeux et des problèmes à l'échelon communautaire dans le contexte ouest-africain.

### **Théâtre participatif**

Le théâtre participatif semble aussi constituer un outil de communication favori. Dans une autre communication du Collectif Kuma, on discute des expériences d'un théâtre d'agricultrices et explique le processus suivi pour utiliser le théâtre-débat comme outil de communication participative.

Dans une autre communication sur la même expérience (Thiamobiga), on décrit comment les femmes ont utilisé le théâtre-débat comme moyen d'autonomisation. Le théâtre-débat, dans le contexte duquel une discussion suit la pièce et où on répète certains éléments de la pièce après les commentaires, a servi pour aborder des problèmes de fertilité des sols avec les agricultrices. On pensait au début utiliser ce moyen pour les aider à exprimer leurs préoccupations et pour illustrer les causes des problèmes et des solutions possibles. Le processus a toutefois donné naissance à une approche de responsabilisation dans le contexte de laquelle les femmes ont décidé de jouer elles-mêmes.

Au cours d'une cérémonie traditionnelle qui a lieu en période de sécheresse, les femmes sont autorisées à se déguiser en hommes pour appeler la pluie. Les femmes participantes se sont inspirées de cette cérémonie afin de pouvoir aborder des sujets sans risquer de créer de conflits. (Pendant la cérémonie, les hommes n'ont pas le droit d'être offensés).

En participant à la discussion pour définir les problèmes liés à la fertilité du sol, et en apprenant à s'exprimer comme comédiennes dans une pièce, les femmes ont non seulement inscrit au programme communautaire le problème de fertilité de leurs sols, mais elles ont aussi pris confiance en elles et commencé à s'affirmer davantage. Elles ont aussi eu plus d'impact sur la collectivité parce que des membres de celle-ci s'adressaient à d'autres membres au sujet de questions d'intérêt commun, au lieu de laisser des intervenants du développement de l'extérieur lancer un débat et promouvoir des solutions.

Par ailleurs, cette intervention de membres de la collectivité, des agricultrices en l'occurrence, a suscité des attentes auxquelles on n'a pu satisfaire après la fin de l'intervention. Il n'y pas eu de suivi direct et même si l'expérience a autonomisé les participantes, l'impact a été limité. Ce problème illustre l'importance de prévoir, dès le début de la planification, le suivi d'une intervention en particulier.

### **Radio et communication participative**

Une autre communication du Collectif Kuma nous rappelle que la radio est le moyen de communication le plus utilisé en Afrique rurale, mais aussi qu'elle est encore sous-développée comme outil de communication participative.

Les chercheurs ont commencé à utiliser la radio pour promouvoir la participation des membres de la collectivité, ainsi qu'une stratégie de communication fondée sur des communicateurs « endogènes ». Les programmes étaient basés sur des entrevues et des discussions avec des membres de la collectivité et une équipe de communication

constituée d'un producteur d'émissions de radio, d'un représentant des agriculteurs et d'un représentant d'un organisme ou projet de développement actif dans la région. Les agents de développement ont reçu de la formation pour préparer les activités sur le terrain, participer à la production d'émissions et recueillir des commentaires après la diffusion.

On a ensuite lancé d'autres activités pour compléter l'approche médiatique et appuyer la participation communautaire. On a défini des problèmes de GRN et trouvé des solutions possibles au moyen de groupes de discussion constitués de femmes, de jeunes et d'hommes adultes. Dans chaque localité, on a créé un comité constitué d'intervenants du développement local pour définir des activités qui pourraient répondre aux besoins auxquels on avait accordé une priorité. À l'échelon du village, on a mis à contribution un comité de communication pour faciliter la mise en oeuvre. Ces activités sur le terrain ont ensuite servi à produire des émissions de radio diffusées par la station locale de radio rurale entre deux visites sur le terrain. Au cours de ces émissions, les discussions ont porté sur des questions essentielles posées par des membres de la collectivité. Des spécialistes ont aussi formulé des commentaires sur ces questions et participé à un dialogue avec des membres de la collectivité.

Ces activités ont ouvert dans les collectivités un espace de dialogue sur les problèmes liés à la GRN tout en favorisant la synergie entre différents intervenants du développement actifs dans la même localité. Les décisions découlant de ce dialogue et les échanges d'information ont mis à contribution des membres de la collectivité et les ont engagés dans un processus où ils cherchent activement des solutions au lieu d'attendre passivement de l'aide de l'extérieur (p. ex., en se débarrassant d'un parasite infestant les orangers, en reprenant un dialogue entre agriculteurs et éleveurs et en permettant aux femmes de se faire entendre au cours des réunions communautaires).

Cette expérience a néanmoins montré aussi les difficultés liées à une approche participative, soit le danger de susciter des attentes sans pouvoir répondre aux besoins définis. Par exemple, après avoir attaché une priorité au manque d'accès à l'eau potable dans la localité, des membres de la collectivité et l'équipe d'intervention n'avaient pas beaucoup de solutions à proposer. L'intervention ne bénéficiait pas d'une structure disposant des ressources techniques et financières nécessaires pour répondre à ces besoins précis et un partenariat n'avait pas été mis en place pour ce faire.

Une communication de Radio Ada (Larweh) décrit une situation où une collectivité a dû décider de migrer ou d'assainir son cours d'eau étouffé par les mauvaises herbes, les arbres et les débris et qui disparaissait en fait pendant la majeure partie de l'année. La radio communautaire a participé à un exercice au cours duquel la collectivité a discuté de la situation et décidé d'enlever des débris qui s'accumulaient depuis 40 ans. Des collectivités voisines ont participé au travail collectif et après quatre ans, le cours d'eau irrigue les champs et est maintenant navigable. Grâce à la démarche de communication participative facilitée par la radio communautaire locale, la collectivité a pu s'unir pour atteindre un seul but et transformer sa situation par ses propres moyens.

### **Fermes-écoles**

Une communication du Zimbabwe (Mhere) présente le cas de fermes-écoles dont les agriculteurs ont créé eux-mêmes le programme. Ces cours visent à exposer les agriculteurs à un processus d'apprentissage au cours duquel on leur présente graduellement de nouvelles technologies, de nouvelles idées, de nouvelles situations et de nouvelles façons de répondre aux problèmes. Les agriculteurs peuvent ensuite adapter leurs technologies et leurs méthodes actuelles et améliorer leur production. Ils ne sont toutefois pas les « bénéficiaires » : ils participent à fond à la création de cet outil de communication.

Le programme d'études est créé avec la participation des agriculteurs. On conjugue des techniques et des méthodes de recherche participative pour consulter les membres de la collectivité afin de comprendre comment ils envisagent leurs activités agricoles, ce qu'ils considèrent comme leurs principaux problèmes, comment ils aimeraient les résoudre, ce qu'ils souhaitent apprendre pour résoudre leurs problèmes et quand ils souhaitent que cet apprentissage se produise. Ainsi développé, le programme est présenté aux partenaires avec lesquels on en discute, pour ensuite créer des modules que le personnel sur place utilisera dans ces échanges quotidiens avec les agriculteurs.

### **Vidéographie, photographie, affiches et brochures**

Dans d'autres situations, et en particulier celles qui sont axées sur l'autonomisation, des membres de la collectivité prendront l'initiative en utilisant des outils de communication ou prenant des décisions sur la conception, la production et l'utilisation de documents de communication. La contribution de la collectivité à la conception, à la production et à l'utilisation est bien documentée dans le document de l'Ouganda (Odoi) sur l'initiation des villageois à la vidéographie, à la photographie, ainsi qu'à la production d'affiches et de brochures.

Cette communication décrit l'expérience d'agriculteurs qui ont révisé une vidéo produite par l'équipe de recherche afin de partager les résultats de leurs activités avec d'autres agriculteurs. Dans ce cas, les agriculteurs ont rejeté la vidéo parce qu'ils étaient convaincus qu'ils pouvaient faire mieux pour diffuser leur propre message et leurs expériences. Les agriculteurs ont d'abord tenu une réunion pour décider qui devrait présenter quoi et comment, ont fixé une date pour la nouvelle séance de tournage et indiqué aux chercheurs quand ils étaient prêts. Cela ne se serait jamais produit si les chercheurs n'avaient pas amorcé un processus de communication participative avec les agriculteurs. Il s'agit d'un exemple clair de leur autonomisation.

La même chose s'est produite dans le cas des photographies. Après qu'on les a développées, les agriculteurs les ont rejetées et ont recommencé à zéro. Les membres de l'équipe de recherche étaient découragés et se demandaient quand la production prendrait fin.

Comme dans le cas des documents imprimés, on explique dans la communication que les agriculteurs ont pu facilement produire une brochure, mais que la production de l'affiche s'est révélée plus difficile parce que le concept était nouveau pour eux. Devant une affiche décrivant les méthodes appropriées d'utilisation de l'eau et d'hygiène, qui se trouvait à l'entrée de la salle communautaire, les agriculteurs ont déclaré qu'elle visait à enseigner à écrire. Il est clair que l'outil n'était pas adapté à la collectivité en cause.

Il faudrait aussi envisager les outils du point de vue de leur utilisation. Dans un cas au Liban (Hamadeh *et al.*), on a eu recours à des réseaux d'utilisateurs locaux, inspirés par une façon traditionnelle de communiquer et de régler des problèmes, et à la vidéo pour gérer des conflits et aider des groupes marginalisés à s'exprimer.

Cette recherche visait avant tout à comprendre les changements de systèmes de gestion des ressources dans un village isolé des hautes terres (pour passer d'une économie traditionnelle fondée sur les céréales et le bétail à un système de culture pluviale de fruits à noyaux) et à améliorer les perspectives de développement communautaire durable. Des membres de la collectivité ont participé à différentes phases et l'on a cherché à créer des compétences en établissant un réseau d'utilisateurs locaux.

Le réseau a fait fonction d'intermédiaire pour réunir les différents utilisateurs (p. ex., producteurs de cerises, propriétaires de troupeaux et femmes), des chercheurs, des représentants de projets de développement et du gouvernement, ainsi que des

représentants de décideurs traditionnels, et pour appuyer les efforts de participation, de communication et de création de compétences.

Dans le contexte du projet, on a utilisé une façon traditionnelle de communiquer et de trancher des dilemmes, appelée « majlis », selon laquelle les problèmes sont abordés à l'intérieur de la collectivité. À mesure que le réseau s'étendait, les chercheurs ont commencé à mieux comprendre les principes de la communication et le besoin de créer des sous-réseaux spécialisés. On a établi trois sous-réseaux, dont deux portaient sur les principaux secteurs de production du village (bétail et culture fruitière) et un troisième, sur les besoins des femmes.

Les outils et les méthodes étaient principalement interpersonnels: tables rondes, vulgarisation communautaire par des étudiants, application pratique conjointe de saines pratiques de GRN et ateliers sur différents thèmes de la GRN. On a aussi produit de brefs documentaires vidéo qui ont servi au cours des réunions.

On a fait l'essai de la vidéo dans le contexte d'un effort visant à faire participer la collectivité au dialogue et au règlement des différends. Des groupes marginalisés ont pu s'exprimer et les images ont aidé à éclairer des aspects du conflit et de la dissension. Les vidéos ont été projetées en présence de toutes les parties et des discussions, qui ont aussi été filmées et documentées, ont suivi les projections. On a ensuite projeté à tout le village une version révisée de la vidéo qui comportait les discussions précédentes jusqu'à ce qu'un dialogue positif commence à prendre forme dans l'auditoire. On a aussi utilisé la vidéo pour mettre en évidence la productivité économique des femmes et provoquer des discussions.

On a constaté que la vidéo aidait les groupes marginalisés, habituellement timides au cours des réunions structurées, à s'exprimer. On a aussi constaté que les vidéos aidaient à provoquer des discussions entre des personnes et des groupes différents et à les sensibiliser davantage.

## **5. INFLUENCER OU APPUYER LA MISE EN OEUVRE DES POLITIQUES DE GRN**

Pour promouvoir la lutte contre la pauvreté, la sécurité alimentaire et la durabilité de l'environnement, il faut aussi modifier le contexte institutionnel et législatif. Les autorités, les responsables des politiques et les prestataires de services locaux et nationaux jouent un rôle actif dans l'orientation et l'application du contexte de réglementation où doivent se produire les changements qui s'imposent. Il importe donc de faciliter le dialogue à ce niveau afin de mobiliser l'appui nécessaire aux initiatives concrètes mises sur pied par les collectivités locales.

Le praticien de la GRN ou le chercheur peuvent aussi, comme intervenants de la communication, faciliter le dialogue au niveau des autorités, des responsables des politiques et des prestataires de services locaux et nationaux, ou entre la collectivité et le contexte des politiques, pour préconiser des changements dans celui-ci.

Deux communications du Cambodge (Kimhy et Pinreak) présentent des exemples de la façon dont la communication participative peut agir sur une politique et aider à la mettre en oeuvre.

La première décrit les expériences de collectivités autochtones qui ont évalué un projet de GRN mis en oeuvre par le gouvernement et ont présenté leurs constats à ses représentants. Leur présentation comportait aussi des recommandations au gouvernement dans un contexte où les représentants de celui-ci disent habituellement aux collectivités ce qu'elles doivent faire. Dans le cadre de cette activité, l'évaluation a servi à la fois d'outil d'autonomisation des membres de la collectivité et aussi de moyen de représentation pour influencer le gouvernement.

La deuxième communication décrit une situation où une équipe visitait des villages, dans le contexte d'une nouvelle loi sur l'extension des droits fonciers, pour les informer de leurs droits et des lois en vigueur. Il est difficile de faire franchir des barrières culturelles et linguistiques à de l'information ou à des connaissances, mais

ce l'est encore plus lorsque certains des concepts n'existent même pas dans la langue des gens avec qui l'on veut établir un dialogue. Ce fut le cas dans le contexte de ce projet parce que des concepts comme les lois et les titres fonciers n'existaient pas dans la culture et la langue des collectivités autochtones visitées par l'équipe. Par ailleurs, il était important de les faire connaître et d'en discuter parce que des intérêts puissants enlevaient leurs terres et leurs forêts aux collectivités qui restaient impuissantes face à ce phénomène.

Tout d'abord, l'équipe d'intervention, dont les membres ne parlaient pas les langues autochtones et avaient préparé leurs documents d'information sans participation aucune des collectivités, n'a pas réussi à communiquer avec elles. Les membres de l'équipe ont ensuite fait l'essai d'une démarche de communication participative, mis à contribution des membres des collectivités et préparé des séances d'information et des documents de communication. Ils ont aussi inclus des autochtones comme membres à part entière de leurs activités d'information sur les droits fonciers, ce qui a changé toute leur façon d'aborder le travail avec les collectivités.

Il est intéressant de signaler que l'équipe a aussi utilisé le cadre logique des « moyens de subsistance » au cours de ses discussions avec les collectivités. Les membres de l'équipe ont présenté des idées exprimées par les collectivités dans des tableaux qu'elles ont peints et révisés ensuite. Dans ce cas, les éléments visuels ont appuyé considérablement les discussions et l'expression de points de vue différents.

Une communication des Philippines (Torres) décrit comment la communication participative a aidé à mettre en oeuvre la gestion communautaire de leurs ressources chez des populations autochtones. Lorsque les Philippines ont adopté la gestion communautaire des forêts comme stratégie nationale, des problèmes de préparation et de capacité de collectivités de s'acquitter des tâches et des fonctions qui leur étaient confiées ont fait leur apparition.

L'Association pour le développement communautaire de Bayangong, organisation d'habitants des hautes terres, a pu affirmer, légitimer et maintenir son contrôle sur des terres boisées que les gens occupaient *de facto* depuis des années. À cette fin, les membres de la collectivité ont participé à un processus de planification de la gestion participative des ressources. La communication participative a constitué un élément fondamental des méthodes de recherche participative utilisées au cours d'une année de recherche-action.

Cette expérience participative a aidé les participants à mieux saisir la qualité de leurs ressources, à évaluer leurs propres capacités et faiblesses et à définir des menaces internes et externes et des moyens possibles d'y faire face. L'expérience leur a permis d'acquérir les connaissances, les attitudes et les compétences spécialisées nécessaires pour mieux gérer leurs terres boisées et élaborer des stratégies nationales de gestion des forêts. Les intéressés ont toutefois appris aussi à s'ouvrir davantage et à affirmer davantage leurs droits. Ils ont acquis le pouvoir de définir leurs besoins et d'y répondre en utilisant des ressources locales disponibles avant de se tourner vers l'extérieur pour obtenir de l'aide.

La CPD a joué un rôle critique en apaisant l'environnement sociopolitique de façon à instaurer un climat favorable au contrôle des terres boisées par la collectivité. Le succès n'a toutefois pas été attribuable à la communication seulement. D'autres facteurs comme le capital social, la présence sur la scène des politiques et l'aide d'intervenants de l'extérieur ont aussi joué un rôle. Cette démarche de communication participative a permis l'évolution d'une forme de participation qui s'est écarté du processus habituel de mobilisation et consultation.

Une communication de l'Indonésie (Jahi) décrit un projet de recherche issu d'une question que des chercheurs se sont posée pendant qu'ils effectuaient une étude de référence dans une région rurale éloignée. Les chercheurs se demandaient si des

agriculteurs pauvres et des travailleurs agricoles sans terre pourraient participer à la gestion d'une bande de terre publique qui suivait un cours d'eau et tirer ainsi des retombées de cette activité.

La loi interdisait les activités agricoles sur les terres en question. Seule la production de plants et d'arbres qui aideraient à stabiliser la bande de terre était permise (on avait relevé les berges pour éviter que le secteur soit inondé). Par ailleurs, des agriculteurs sans terre poursuivaient leurs activités agricoles sur les berges du cours d'eau, sans tenir compte des règles. Les dirigeants du ministère des Travaux publics appliquaient les règlements et faisaient disparaître leurs récoltes. On a dégagé un consensus. Les agriculteurs poursuivraient leurs activités à condition de ne cultiver qu'au delà du premier mètre à partir de la rive. L'élevage de moutons fut également introduit.

Les chercheurs ont établi des liens entre des chercheurs universitaires, des dirigeants des administrations locales, des services de vulgarisation, l'administration de villages et des collectivités agricoles locales. On a créé des documents de communication comme des diaporamas, des affiches et des bandes dessinées dont on a fait l'essai avec des agriculteurs et des agents de vulgarisation. On a développé différents sujets pour des auditoires différents. Les présentations sur les possibilités offertes par l'élevage du mouton, par exemple, s'adressaient aux responsables des politiques et aux décideurs locaux et celles qui étaient destinées aux agents de vulgarisation et aux agriculteurs ont porté sur des aspects techniques de l'élevage du mouton et le budget des familles rurales.

On a ensuite offert des activités de création de compétence aux agents de vulgarisation sur le bétail et aux chefs de file des agriculteurs. Les agriculteurs ont eu accès à des prêts en nature sous forme de moutons et ont convenu de remettre un certain nombre des petits au projet. Les chefs de file des agriculteurs ont aussi bénéficié d'activités de surveillance et d'encadrement et ont convenu de partager l'information avec d'autres agriculteurs après avoir acquis suffisamment d'expérience.

On a encouragé et appuyé la communication entre agriculteurs et constaté qu'il s'agissait d'une façon plus efficiente d'éveiller l'intérêt des agriculteurs que ce que faisaient auparavant les chercheurs ou les agents de vulgarisation. L'expérience a aussi incité des intérêts publics et privés à appuyer des activités économiques comme l'élevage du mouton dans le district. Quinze ans après le début du projet, la production de bétail dans le district a pris beaucoup d'expansion et les petits agriculteurs peuvent quand même y gagner leur vie.

Un autre enjeu relié aux politiques a trait aux situations où la communication participative doit coexister avec de mauvaises politiques et aider à trouver des solutions. Dans une communication décrivant le cas du Parc national Kahusi-Biega en République démocratique du Congo (Mumbu), nous trouvons une situation où une mesure de conservation (création d'un parc pour protéger un écosystème unique et une population de gorilles de montagne) a été mise en oeuvre d'amont en aval, sans la participation de la population vivant dans ce nouveau territoire protégé ou en périphérie de celui-ci. Dans un tel modèle de conservation, la population est exclue de la gestion des ressources naturelles et n'aide donc pas à appuyer la nouvelle mesure populaire.

Il a fallu élaborer un plan de rechange en l'occurrence. Une intervention a permis de planifier et d'élaborer, en collaboration avec les populations vivant dans la région, des activités de développement communautaire en harmonie avec la conservation du parc et de ses ressources naturelles. Ces activités ont évolué rapidement vers la création de mécanismes de gestion participative. En peu de temps, on a établi quelques 200 « parlements de village » pour faciliter le processus. Les collectivités ont non seulement changé d'avis à l'égard du parc, mais elles ont commencé à se charger de le protéger.

La promotion de politiques va de pair avec l'intervention collective. Une des communications (Ouoba) illustre la vie quotidienne d'une femme rurale du Sahel africain et décrit les difficultés que lui posent les ressources naturelles : manque d'accès à l'eau et au bois de chauffage; problèmes de fertilité du sol et manque de reconnaissance des titres fonciers. On y décrit aussi les efforts d'une association de femmes rurales qui cherchent à trouver des réponses collectives à ces problèmes individuels. Les solutions aux problèmes de GRN que connaissent les femmes rurales doivent émaner de leurs propres efforts, processus que la communication participative peut faciliter.

Dans une autre communication connexe, Ouoba partage ses expériences d'élaboration d'un plan d'action en GRN avec des femmes rurales de l'Afrique de l'Ouest. On peut voir que de telles initiatives s'inscrivent dans le contexte d'un processus d'autonomisation au cours duquel des groupes marginalisés qui ne sont pas habitués à s'exprimer au sujet de ces questions prennent confiance en eux et apprennent à faire connaître leurs difficultés et leurs besoins et à formuler des interventions précises pour y répondre.

## 6. LE RENFORCEMENT DES COMPÉTENCES

Les chercheurs en GRN et les praticiens doivent s'approprier de la CPD et, de façon plus générale, de l'utilisation de la communication dans le contexte du développement participatif ou de la recherche participative. La CPD doit aussi faire l'objet d'échanges et de discussions avec les autres interlocuteurs, comme des membres de la collectivité, qui participent à ces activités.

Cinq communications (Adandedjan; Caballero et Cadiz; Kaumba et Kamlongera; Velasco et Matulac; Quiamco) traitent de la mise en oeuvre du programme Isang Bagsak, programme d'apprentissage et de recherche en CPD. L'expression « Isang Bagsak », provient des Philippines, signifie *dégager un consensus, une entente*. Parce qu'elle fait mention de la communication comme processus participatif, l'expression est devenue le titre de travail de cette initiative.

Le programme vise à accroître la capacité des praticiens du développement, des chercheurs et des interlocuteurs connexes, qui sont actifs dans le domaine de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles, à utiliser la CPD pour travailler plus efficacement avec les collectivités locales et des interlocuteurs connexes. Le programme cherche à améliorer la capacité des praticiens et des chercheurs à communiquer avec les collectivités locales et d'autres interlocuteurs et à leur permettre de planifier, en collaboration avec des membres de la collectivité, des stratégies de communication qui appuient des initiatives de développement communautaire.

Le programme conjugue les activités interpersonnelles à une stratégie d'apprentissage à distance et à la technologie du Web. Le volet apprentissage à distance permet au programme de répondre aux besoins des chercheurs et des praticiens qui ne pourraient quitter facilement leur travail pour un programme basé sur un campus. Le programme est actuellement mis en oeuvre en Asie du Sud-Est et en Afrique orientale et australe, et est en phase de planification dans le Sahel africain.

En Asie du Sud-Est, le programme Isang Bagsak est mis en oeuvre par le Collège de communication pour le développement de l'Université des Philippines à Los Banos. Le programme fonctionne aux Philippines, au Cambodge et au Vietnam.

Aux Philippines, le programme est mis en oeuvre en partenariat avec le PANLIPI, ONG qui fournit de l'aide juridique aux Philippines autochtones. L'utilisation de la communication participative vise à appuyer les efforts des Autochtones en matière de GRN.

Au Vietnam, la création de compétences en CPD vise à améliorer les méthodes de gestion des ressources côtières, à comprendre comment influencer les politiques locales afin d'améliorer la gestion participative des ressources côtières et à créer un

réseau national de gestion communautaire des ressources côtières. On prépare en outre une version vietnamienne du programme, Vong Tay Lon.

Au Cambodge, les participants proviennent du nouveau service d'administration des forêts, entité nationale chargée d'élaborer et de mettre en oeuvre des politiques forestières qui ont des répercussions sur plus de la moitié de la superficie totale du pays. Le service terminera avant la fin de 2004 son énoncé de politique forestière nationale, qui reposera sur un exercice de consultation auquel participeront tous les intervenants dans l'élaboration de la politique forestière nationale.

En Afrique australe et orientale, le programme est mis en oeuvre au Zimbabwe, au Malawi et en Ouganda par le Centre de la communication pour le développement de la CDAA. En créant des compétences en CPD, le programme vise à faciliter la collaboration entre décideurs, planificateurs, agents de développement et collectivités pour améliorer la gestion à la fois de l'environnement et des ressources naturelles, ainsi que des initiatives de recherche et de développement. Le programme oeuvre en partenariat avec l'Organisation nationale de la recherche agricole en Ouganda, un projet de recherche en GRN appelé Initiative en faveur des bordures désertiques au Malawi et le ministère de la Recherche agricole et de la Vulgarisation au Zimbabwe.

Un autre programme en préparation est destiné à un réseau d'agroforesterie au Sénégal, au Burkina Faso et au Mali, qui sera dirigé par le Programme du Sahel du Centre international pour la recherche en agroforesterie (CIRAF). Au Sahel, la mise en oeuvre du programme Isang Bagsak découle du fait que l'on a réalisé que de nouvelles techniques d'agroforesterie qui devraient améliorer la vie des gens ne sont pas adoptées de façon générale en dépit de tous les efforts déployés en ce sens. Le programme vise à renforcer les capacités des différents intervenants afin de leur permettre de coproduire et de codiffuser de nouvelles connaissances en collaboration avec tous les interlocuteurs en cause.

Trois autres communications traitent aussi de création de compétences. Diop laisse entendre que la création de compétence en CPD devrait porter avant tout sur trois aspects : planification par objectifs; méthodologie de la « participation observante » (version endogène de l'observation participante, outil traditionnel de recherche-action); et outils de communication.

El Hadidy aborde la question de la création de compétences dans le contexte de la région arabe, mais situe la CPD dans le cadre plus vaste du développement participatif. L'auteur préconise dans cette communication que les praticiens se livrent à une réflexion critique sur leurs pratiques. Le texte avance aussi que le simple transfert de savoir-faire et de compétences spécialisées ne suffit pas en soi; il faut plutôt baser les approches d'apprentissage sur le fait que chaque praticien a des compétences spécialisées et des aptitudes qu'il faut mettre en valeur.

Contrairement à la création de compétences qui passe par une approche fondée sur le transfert de « savoir-faire », les approches de renforcement des capacités devraient plutôt se baser sur la facilitation des échanges d'expériences et de connaissances de chaque participant. Ce processus va de pair avec la documentation de pratiques locales de participation et la discussion en la matière.

La troisième communication, qui provient de la FAO (Acunzo et Thompson), décrit un effort national de création de compétences au Cambodge qui devait aider une équipe de communication (réunissant des membres du personnel du service de communication de deux ministères) à concevoir et mettre en oeuvre des interventions ciblées d'information et de communication afin d'appuyer les plans et les efforts de collectivités locales dans le domaine de la GRN. La stratégie visait à mettre en oeuvre des stratégies et des plans d'information et de communication sur le terrain et à donner de la formation en cours d'emploi aux sites pilotes. Le processus d'apprentissage a inclus l'analyse participative, la formation des villageois, la conception et la production de matériel, ainsi que la surveillance et l'évaluation

de l'amélioration des méthodes d'agriculture et de pêche. La présentation décrit les leçons apprises au cours de cette initiative et les contraintes qu'elle a comportées. Au nombre des défis qu'a dû relever cette initiative, les auteurs mentionnent qu'à cause du manque de budgets opérationnels, il est difficile pour les membres de l'équipe de communication qui viennent de recevoir leur formation d'appliquer leurs nouvelles compétences spécialisées. On a aussi observé des tendances semblables dans le contexte d'autres initiatives de renforcement de compétences. Il est important de tenir compte de ces situations dans le cadre des efforts de renforcement de capacités et déterminer les moyens de mieux intégrer ces efforts dans les plans opérationnels des institutions ciblées.

Enfin, les efforts de création de compétences et de coapprentissage devraient aussi documenter et promouvoir l'utilisation systématique de la communication participative pour le développement au service de la GRN.

Il importe d'abord d'indiquer qu'il n'existe pas de recette unique universelle pour amorcer un processus de communication participative pour le développement. Chaque fois, il faut chercher la meilleure façon d'établir le processus de communication entre différents groupes et interlocuteurs de la collectivité et l'utiliser pour faciliter et appuyer la participation à une initiative ou une expérience concrète de promotion du changement qui émane d'une collectivité.

Il importe toutefois de participer au processus de planification. Nous avons déjà insisté sur le fait que pour utiliser la communication participative pour le développement, les chercheurs et les praticiens du développement doivent changer d'attitude. Beaucoup d'équipes de recherche et de praticiens définissaient habituellement un problème dans une collectivité et faisaient l'essai de solutions avec la collaboration de la population locale. Sur le plan de la communication, la tendance consistait à informer et faire connaître à la fois les nombreuses dimensions du problème en cause et la solution que les membres de la collectivité devraient mettre en oeuvre (du point de vue d'un expert). Nous avons mentionné plus tôt que cette pratique avait peu d'effet, mais beaucoup de chercheurs et de praticiens du développement suivent encore cette voie.

Utiliser la communication participative pour le développement signifie mettre la collectivité locale à contribution pour définir le problème de développement (ou un but commun), en découvrir les nombreuses facettes, trouver des solutions possibles (ou une série d'interventions) et prendre une décision sur une série concrète de mesures à essayer ou à mettre en oeuvre. La responsabilité n'incombe plus uniquement aux chercheurs ou aux praticiens du développement et à leur organisation.

La communication participative pour le développement appuie un processus de développement participatif ou de recherche participative. Nous représentons habituellement un tel processus par quatre phases principales qui, bien entendu, ne sont pas distinctes et s'intègrent l'une dans l'autre : définition du problème, planification, mise en oeuvre, suivi et évaluation. En bout de ligne, on décide soit de revenir à la case départ (définition du problème) et d'entreprendre un autre cycle, soit de réviser la phase de planification ou de passer à des efforts de diffusion de l'expérience, en amorçant un autre cycle de planification, de mise en oeuvre et d'évaluation.

Le modèle de communication participative pour le développement appuie un tel processus. Comme points de référence dans un tel processus global et systématique, voici les étapes habituelles que nous franchissons pour planifier et mettre en oeuvre la CPD dans un contexte de GRN<sup>3</sup> :

<sup>3</sup> Voir Bessette, G. 2004. *Involving the Community: A Facilitator's Guide to Participatory Development Communication*. CRDI, Ottawa, et Southbound, Penang.

- Étape 1 : *Établir une relation avec une communauté et approfondir sa compréhension du contexte local*
- Étape 2 : *Impliquer la communauté : identifier un problème; trouver des solutions potentielles; décider de la mise en oeuvre d'une initiative concrète*
- Étape 3 : *Identifier les différents groupes communautaires et les autres intervenants concernés par le problème (ou l'objectif) et l'initiative de développement*
- Étape 4 : *Déterminer les besoins et identifier les objectifs et les activités de communication*
- Étape 5 : *Choisir les outils de communication appropriés*
- Étape 6 : *Préparer et pré-tester les contenus et le matériel de communication*
- Étape 7 : *Faciliter la mise en place de partenariats et réviser la planification*
- Étape 8 : *Développer un plan de suivi et mise en oeuvre*
- Étape 9 : *Assurer le suivi et l'évaluation de la stratégie de communication et documenter le processus de recherche ou de développement*
- Étape 10 : *Mettre au point une stratégie d'utilisation des résultats*

Ce processus n'est toutefois pas séquentiel. Certaines de ces étapes peuvent se franchir en parallèle ou dans un ordre différent. Il est aussi possible de les définir différemment selon le contexte. Le processus est continu et non linéaire. Il peut toutefois guider le chercheur ou le praticien de la GRN pour qu'il appuie le développement ou la recherche en participation par la communication.

## **7. ASPECTS INSTITUTIONNELS**

La mise en oeuvre de la communication participative pour le développement fait face aux mêmes contraintes que le processus de développement participatif qu'elle appuie : il faut du temps, des ressources et des moyens pratiques qu'il est possible d'obtenir seulement à la suite d'une négociation avec les bailleurs de fonds en cause.

### **Lancement du processus**

Dans la culture traditionnelle du développement, l'aide financière découle souvent de l'étude et de l'acceptation d'une proposition officielle, qu'il s'agisse d'une proposition de recherche au service du développement ou d'un projet de développement. Afin de franchir les différents niveaux de l'étude et de l'acceptation, une telle proposition doit être claire et complète. Il faut définir clairement et justifier le problème ou le but du développement, décrire les objectifs avec précision et décrire en détail toutes ses activités. Bien entendu, le budget complet doit figurer dans la proposition et comporter toutes ces notes budgétaires.

Même si certaines organisations repensent ce processus et préconisent une orientation programmes plutôt que projets, dans la plupart des cas, c'est la situation à laquelle nous faisons face. Il importe d'inscrire cette grande question au programme des bailleurs de fonds et de proposer une révision de ce processus : si nous voulons

élaborer un processus de développement participatif et que les membres de la collectivité et d'autres interlocuteurs aient leur mot à dire dans toutes les étapes du processus, dès la définition et la planification, il faut du temps et des ressources.

Entre-temps, nous pouvons définir deux moyens qu'il est possible de proposer à l'organisation donatrice. Le premier consiste à présenter une proposition préalable qui visera à définir et planifier le projet pour tous les intervenants. Dans le deuxième cas – qui constitue en réalité un deuxième choix au cas où le premier ne serait pas possible – il est possible de présenter la proposition de façon à permettre de la réviser avec des membres de la collectivité et d'autres intervenants.

### **Changements pendant la mise en oeuvre**

La participation est génératrice de changements. Il est impossible de planifier un processus de développement ou de recherche participative comme on planifie la construction d'une route : la situation évolue à mesure que la participation est facilitée et que l'on réunit davantage de commentaires, que l'on dégagne des consensus et qu'il se prend des décisions. Voilà pourquoi il s'agit toujours d'un processus itératif et il faut pouvoir modifier les plans au fur et à mesure afin de mieux atteindre les objectifs établis.

Il faut aussi en discuter avec les bailleurs de fonds en cause, puisqu'une fois qu'une proposition est acceptée, il peut devenir difficile de modifier les termes de référence.

### **Considérations relatives au temps**

La durée des activités est un autre problème auquel nous faisons face. Il faut souvent deux ou trois ans pour élaborer une proposition. La participation prend toutefois du temps et souvent, ce n'est tout simplement pas suffisant pour lancer vraiment le processus. C'est pourquoi, même si les résultats attendus ne se sont pas encore concrétisés, il faut déterminer les progrès réalisés par l'activité de recherche et de développement et présenter les argumentaires en faveur du maintien de l'appui. Ces activités démontrent aussi qu'il importe d'établir un mécanisme d'évaluation continu pendant la mise en oeuvre du processus.

## **8. PERSPECTIVES RÉGIONALES**

Deux communications, provenant de l'Afrique et de l'Asie, analysent la CPD dans une optique régionale.

En Asie, Quebral, qui a été la première à utiliser l'expression « communication pour le développement » il y a plus de 30 ans, décrit l'évolution des approches participatives de la communication pour le développement. Le document situe cette évolution dans le contexte des services de communication et des collèges et universités asiatiques dans l'optique d'une lutte contre la pauvreté et la faim. L'auteure signale que les communications pour le développement s'identifient non pas à la technologie en soi, mais plutôt aux personnes, et en particulier aux désavantagés des régions rurales. La CPD utilise les outils et les méthodes de communication nécessaires pour donner aux gens la capacité et l'information dont ils ont besoin pour prendre leurs propres décisions.

L'auteure insiste pour reconnaître les débuts de la communication pour le développement et bâtir sur ce qui s'est fait. Les modèles plus anciens sont toujours valides dans certaines situations et il est toujours possible de les utiliser, le cas échéant. Le document présente aussi des leçons et des observations tirées de cette expérience asiatique.

Dans le contexte de la GRN, Quebral insiste sur l'importance d'un équilibre entre la technologie et l'autonomisation des gens, ainsi que sur la façon dont la CPD peut aider les gens à circonscrire leurs problèmes et à choisir les technologies dont ils veulent faire l'essai.

Présentant une autre optique régionale, Boafo décrit et analyse l'application de la communication participative pour le développement dans le contexte africain et insiste sur les liens entre la communication pour le développement et les différentes dimensions du développement sur le continent.

Depuis les décennies 60 et 70, on a suivi un grand nombre de stratégies et de démarches de communication pour le développement dans de nombreux programmes et projets de développement. Des organisations de développement les ont utilisées aussi. Il reste toutefois encore beaucoup d'efforts à faire pour s'attaquer aux contraintes liées à la pratique de la communication participative pour le développement, plus particulièrement dans le contexte des collectivités rurales et marginalisées où l'on retrouve la majeure partie des populations de la plupart des pays d'Afrique.

Dans un tel contexte, signale Boafo, les points d'accès à la communication communautaire et les médias traditionnels sont d'une importance particulière. Les applications efficaces des démarches et des stratégies de CPD à l'échelon local et communautaire doivent nécessairement passer par l'utilisation et l'exploitation de ces ressources de communication. Avec leurs démarches horizontales et participatives, elles peuvent contribuer efficacement à améliorer la participation au changement culturel, social et politique, ainsi qu'aux programmes de développement culturel, économique, sanitaire et communautaire.

## 9. CONCLUSION

Dans le domaine de la GRN, la CPD est un outil qui renforce les processus de recherche et de développement participatifs. La CPD vise à faciliter la participation des collectivités à leur propre développement et à encourager le partage des connaissances nécessaires dans ces processus. La communication participative inclut la communication, la recherche et l'action dans un cadre intégré et met à contribution chercheurs, praticiens, membres de la collectivité et autres intervenants au cours des différentes phases du processus de développement. Le plus important, toutefois, c'est que la CPD montre que la GRN doit être reliée directement au programme des collectivités et viser à renforcer leurs efforts de lutte contre la pauvreté et d'amélioration de leurs conditions de vie.

Pour relever efficacement les trois défis interdépendants de la lutte contre la pauvreté, la sécurité alimentaire et la durabilité de l'environnement, la communication doit jouer les rôles suivants : assurer l'appropriation et non seulement l'acceptation, par la collectivité locale, de toute initiative de recherche ou de développement en GRN; appuyer l'apprentissage nécessaire pour réaliser l'initiative et faciliter la circulation des connaissances pertinentes; faciliter l'établissement de partenariats, de liens et de synergies avec les différents intervenants du développement qui travaillent avec les mêmes collectivités et agir sur les processus stratégiques et décisionnels à tous les niveaux (famille, collectivité, scène locale et nationale).

Pour atteindre ces objectifs, un effort majeur de création de compétences – ou, plus exactement, d'apprentissage participatif – s'impose pour les praticiens de la GRN. Les agents de développement, les ONG, les chercheurs, les agents de vulgarisation et les agents gouvernementaux responsables des services techniques ont besoin de compétences spécialisées appropriées en communication. Il faut reconnaître que la capacité de travailler avec les collectivités locales d'une façon sensibilisée aux questions de genre et de recherche participative, d'appuyer les processus d'apprentissage, d'établir des partenariats avec d'autres intervenants du développement et d'exercer de l'influence sur l'environnement stratégique est aussi importante que les connaissances nécessaires pour aborder des enjeux techniques en GRN.

Par ailleurs, les praticiens sur le terrain, les chercheurs et les membres de la collectivité qui participent à des initiatives de GRN ont l'expérience de l'utilisation de la communication dans le contexte d'initiatives de recherche et de développement

en participation. Il n'y a pas de recette universelle, mais le partage, la discussion et la réflexion sur nos propres expériences ont beaucoup à nous apprendre.

Un tel processus va bien entendu de pair avec la documentation de nos pratiques de CPD en GRN et la discussion à ce sujet. Voilà pourquoi il faut élaborer des initiatives comme le programme Isang Bagsak et celle de la FAO au Cambodge, les appuyer et les multiplier dans divers contextes et situations. C'est aussi pourquoi l'apprentissage participatif en CPD, autant pour les praticiens que pour les intervenants, doit être au programme de toute organisation qui appuie des initiatives de recherche et de développement en GRN. C'est seulement à la suite de ces efforts que le développement participatif pourra se concrétiser, non seulement à l'échelon de nos discours, mais aussi là où la GRN se produit, soit sur le terrain. C'est aussi seulement à la suite de tels efforts que nous pourrions assurer que les interventions locales ont un impact global en agissant sur l'environnement des politiques et mettant les connaissances à la disposition de ceux qui en ont vraiment besoin.

Enfin, c'est grâce à de tels efforts que nous pourrions promouvoir et cultiver les valeurs qui sont au cœur même de notre travail, y compris celle selon laquelle les gens devraient pouvoir participer à fond à leur propre développement. Dans une communication récente, Nora C. Quebral insiste sur le fait que « Nous devons maintenant expliquer ces valeurs avec plus de précision et les cultiver plus rigoureusement dans nos actions. Nos méthodes de formation ont peut-être mis excessivement l'accent sur les compétences spécialisées au détriment des valeurs. Nous devons rendre les valeurs plus explicites, les jumeler délibérément avec les compétences spécialisées correspondantes au besoin. Le premier défi que je lance aux communicateurs en développement, c'est donc de mettre davantage l'accent sur les valeurs de la communication pour le développement dans leur pratique<sup>4</sup>. »

On peut lancer le même défi aux praticiens et aux chercheurs en GRN : nous devons faire en sorte que le développement participatif se concrétise si nous voulons appuyer des collectivités et des gouvernements dans les efforts qu'ils déploient pour relever les trois défis interdépendants de la lutte contre la pauvreté, la sécurité alimentaire et la durabilité de l'environnement. Les valeurs associées au développement participatif, les connaissances locales et modernes en GRN et les stratégies de communication participative pour le développement constituent l'ensemble nécessaire à cette fin.

## BIBLIOGRAPHIE

### **A : Communications présentées à l'Atelier du CRDI et de la FAO sur la communication et la gestion des ressources naturelles**

**Acunzo, Mario and Jakob Thompson.** *Information and Communication for Sustainable NRM in Agriculture: Lessons Learned in Cambodia.*

**Adadedjan, Claude and Amadou Niang.** *Isang Bagsak Sahel: appuyer la co-production et co-dissémination des innovations agro-forestières au Sahel.*

**Adjibade Awa.** *Rôles des membres des équipes ayant recours à la communication participative.*

**Boafo, Kwame.** *Participatory Development Communication: An African Viewpoint*

**Caballero, Lourdes Margarita A, and Maria Celeste Cadiz.** *Isang Baksak Southeast Asia.*

**Collectif Kuma.**<sup>5</sup> *Quand les paysans vont à l'école des femmes.*

<sup>4</sup> Quebral, Nora C. 2002. Reflections on Development Communication (25 Years Later). Collège de la communication au service du développement, Université des Philippines à Los Banos (UPLB), Los Banos, Philippines.

<sup>5</sup> Les communications citées sous la rubrique « Collectif Kuma » ont été rédigées par Kadiatou Ouattara et Souleymane Ouattara à la suite des discussions qui se sont déroulées en juin 2003 entre quatre projets de recherche sur la GRN qui utilisaient la CPD.

- Collectif Kuma.** *Appui aux initiatives communautaires de lutte contre la desertification.*
- Collectif Kuma.** *Trois questions en débat.*
- Collectif Kuma.** *Valorisation des savoirs locaux.*
- Collectif Kuma.** *Rencontres causeries.*
- Collectif Kuma.** *Théâtre-débat.*
- Collectif Kuma.** *Radio.*
- Collectif Kuma and Karidia Sanon.** *Communication participative et gestion des usages conflictuels en eau.*
- Diarra, Ngolo.** *La vieille femme et les hirondelles.*
- Diop, Amadou.** *Concepts migrants et formation en communication participative pour le développement.*
- El Hadidy, Waad.** *Participatory Development and Related Capacity Building Needs in the Arab Region.*
- El Dabi, Rawya.** *Attempting to Introduce PDC in a Strategic Development Plan.*  
*Hamadeh, Shadi, M. Haidar, R. Zurayk, M. Obeid, and C. Dick. Goats, Cherry Trees, and Videotapes.*
- Hani, May.** *A Regional Perspective from the Middle East*
- Jahi, Amri.** *Involving Small Farmers in the Management of Natural Resources*
- Kalindekafe, Meya.** *The Communication Catchment Approach in Integrated Water Management.*
- Kaumba, Jones, and Chris Kamlongera.** *Isang Bagsak Eastern and Southern Africa.*
- Kimhy, Lun and Pinreak.** *Mainstreaming PDC in Land Right Extension.*
- Kimhy, Lun and Pinreak.** *Participatory Evaluation.*
- Konate, Yacouba, Bellal Medellah, and Amadou Sangare.** *Contribution de la communication participative à la lutte à la desertification.*
- Larweh, Kofi.** *Obane: Going Back to the Basics.*
- Le Van An.** *Participatory Development Communication in Hong Ha Commune.*
- Mhere, Owen.** *Farmer Field Schools.*
- Mumbu, Pierre.** *Communication participative et gestion des ressources naturelles: Cas du parc national Kahusi-Biega et des pygmées du Sud-Kivu.*
- Odoi, Nora.** *Participatory Development Communication Among Banana Growers.*
- Odoi, Nora.** *Introducing Villagers to Video Production, Photography, and the Making of Posters and Brochures.*
- Ouattara, Kadiatou et Souleymane Ouattara.** *La parole qui étanche la soif.*
- Ouoba, Rosalie.** *Sali Fofana, la Sahélienne qui voulait changer le monde.*
- Ouoba, Rosalie.** *Parole aux femmes rurales dans l'élaboration d'un plan d'action en gestion des ressources naturelles.*
- Quebral, Nora.** *Participatory Development Communication: An Asian Perspective*
- Quiamco, Madeline B.** *Isang Bagsak in Support of CBNRM in Vietnam.*
- Sanou, Habi.** *Utilisation d'outils de communication et valorisation des savoirs locaux des communautés.*
- Sow, Fatoumata.** *Enseignements tirés de quatre projets au Burkina Faso, Mali et Tchad.*
- Thiamobiga, Jacques.** *Récit des femmes paysannes qui apprennent aux populations à entretenir leurs terres.*
- Thiamobiga, Jacques.** *Récit de la palabre qui sauve la brousse des villages du Burkina Faso.*
- Thompson, Jakob.** *The Need for Communication in CBNRM: The Tonle Sap Case Study.*
- Torres, Cleofe S.** *Paving the Way for Creating Space in Local Forest Management.*
- Velasco, Theresa H. and Luningning A. Matulac.** *Isang Bagsak South East Asia: A Window to the World for the Custodians of the Philippine Forest.*

**B. Publications récentes sur la communication et la gestion des ressources naturelles**

- Bessette, G.** 2004. *Involving the Community: A Facilitator's Guide to Participatory Development Communication*. IDRC, Ottawa, and Southbound, Penang  
[http://web.idrc.ca/ev\\_en.php?ID=52225\\_201&ID2=DO\\_TOPIC](http://web.idrc.ca/ev_en.php?ID=52225_201&ID2=DO_TOPIC)
- Coldevin, G.** 2003. *Participatory Communication: A Key to Rural Learning Systems*. FAO, Rome [http://www.fao.org/sd/2003/KN10023\\_en.htm](http://www.fao.org/sd/2003/KN10023_en.htm)
- Dinucci, A. and Z. Fre.** 2003. *Understanding the Indigenous Knowledge and Information Systems of Pastoralists in Eritrea*. FAO, Rome  
[http://www.fao.org/sd/2003/KN11013\\_en.htm](http://www.fao.org/sd/2003/KN11013_en.htm)
- FAO.** 2004. *Etude de la situation et de l'évolution des systèmes de vulgarisation et d'animation forestière en Afrique Sahélienne*. FAO, Rome
- Feek, W. and C. Morry.** 2003. *Communication and Natural Resource Management, Theory-Experience*. FAO, Rome, and the Communication Initiative, Victoria [http://www.fao.org/sd/2003/KN07063\\_en.htm](http://www.fao.org/sd/2003/KN07063_en.htm)
- Quarry, W. and Ramirez, R.** 2004. *Communication for Development: A Medium for Innovation in Natural Resource Management*. IDRC, Ottawa, and FAO, Rome  
[http://web.idrc.ca/en/ev-63569-201-1-DO\\_TOPIC.html](http://web.idrc.ca/en/ev-63569-201-1-DO_TOPIC.html)
- Quebral, Nora C.** 2002. *IPM Farmer Field Schools: A Work in Progress*. College of Development Communication, UPLB, Los Banos
- Rajasunderam, C.V.** 2004. *Participatory Development Communication for Natural Resource Management: A Compendium of Support Reference Materials*. Units 1–5, Isang Bagsak Programme. <http://www.isangbagsak.org>
- Shami, S.** 2004. *Integrating Communication for Development for Natural Resource Management in the Near East*. FAO, Cairo and Rome

# La communication pour les groupes isolés et marginalisés

## *Lier l'ancien et le nouveau*

*Silvia Balit*

### SYNTHÈSE

La satisfaction des besoins des plus pauvres parmi les pauvres fait désormais partie des priorités les plus pressantes du développement international. Avec l'avènement de l'ère de l'information, la communication est de plus en plus reconnue comme un facteur essentiel de réalisation de ces objectifs. Toutefois, si la communication, le savoir et l'information sont des éléments-clé, ils ne sont pas suffisants pour résoudre les problèmes de pauvreté. On ne peut appréhender les communautés marginales que dans des contextes plus larges de forces sociales, politiques et économiques et de structures de pouvoir inégales. Ces contraintes doivent être prises en compte et il faut reconnaître que l'information et la communication ne peuvent pas se substituer à des changements structurels.

Depuis que la discipline de la communication pour le développement est apparue – il y a près de 50 ans – de nombreux changements sont intervenus et de nouvelles orientations sont nécessaires pour s'adapter à un environnement changeant, aux effets de la mondialisation, aux nouveaux acteurs sociaux et aux opportunités offertes par les nouvelles technologies de l'information et de la communication. Dans le même temps, il y a de nombreuses leçons à tirer de ces années d'expérience de travail avec les groupes défavorisés et une série d'approches participatives développées dans le passé sont toujours valables. Ce document propose la nécessité de lier l'ancien et le nouveau.

Bien qu'il n'existe aucune règle universelle fondée sur les meilleures expériences du passé, ce document décrit quelques uns des principes qui peuvent toujours constituer des lignes directrices sur la façon dont la communication participative peut être utilisée pour aborder les groupes isolés et marginalisés. Il analyse également différents médias et approches adaptés au travail avec les communautés. Il analyse le potentiel et les limites des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans le travail avec les pauvres et identifie les secteurs où l'accès local et l'appropriation par les groupes marginaux peuvent être améliorés. Il conclut que les praticiens de la communication doivent apprendre à s'adapter à la nouvelle époque de l'information et à sélectionner les canaux de communication les plus pertinents, en utilisant tous les outils disponibles dans leur boîte à outils. Le dialogue, le respect de l'identité des communautés et l'intégration des systèmes indigènes de communication restent les ingrédients essentiels de la réussite et de la durabilité des initiatives entreprises pour les défavorisés.

La question de départ est la suivante: pourquoi, après tant d'années d'expériences, y a-t-il si peu de processus de communication participative dans les programmes de lutte contre la pauvreté et pour l'amélioration des moyens d'existence des groupes vulnérables? De nombreuses contraintes sont identifiées et quelques raisons sont suggérées. Ce document propose aussi des idées pour l'action, qui pourraient aider à surmonter les contraintes et améliorer l'efficacité de la communication pour les groupes isolés et marginalisés. Il s'agit notamment de:

**Pour les gouvernements**

- mettre en place des structures de régulation et un environnement politique favorable à la communication avec les pauvres, en y associant tous les acteurs en présence
- respecter les identités, les langues, la diversité culturelle et les traditions des minorités

**Pour les donateurs et les agences de développement**

- planifier la communication stratégique pour la réduction de la pauvreté, avec un calendrier adapté et des ressources suffisantes
- mettre en place des équipes constituées de professionnels de la communication pour le développement
- donner aux projets du temps et du personnel pour la recherche participative, le suivi et l'évaluation
- établir des partenariats pour promouvoir l'accès local aux technologies de l'information et de la communication (TIC) pour les pauvres et s'assurer de leur usage pertinent ainsi que de leur appropriation sociale

**Pour les praticiens de la communication**

- former les professionnels de la communication à tous niveaux, avec un accent particulier sur les approches participatives pour le changement social
- plaider auprès des décideurs pour l'intégration de la communication dans les programmes de réduction de la pauvreté
- identifier de nouveaux outils et indicateurs pour assurer le suivi et l'évaluation des processus de communication participatifs avec les groupes défavorisés
- s'attaquer à la question de la durabilité
- partager davantage d'informations et d'expériences sur les approches de communication participatives réussies avec les populations marginalisées.

**1. MISE EN PLACE****1.1. Défis et opportunités**

Nous vivons dans une période de transformations radicales, avec de nouveaux défis et opportunités dans le domaine de la communication pour le développement. Les images de l'attaque contre le World Trade Centre à New York, le 11 septembre 2001 – et de la réplique des attentats dans les trains de Madrid le 11 mars 2004 – sont parvenues, en temps réel, dans les zones les plus reculées du monde. Les flux constants d'informations et d'images sur la guerre et la terreur sont là pour nous rappeler le pouvoir et les potentialités de la nouvelle ère de l'information. Mais quel pourcentage de ce potentiel sert à améliorer la qualité de vie des plus pauvres? **Comment la société de l'information mondiale influence-t-elle la communication** pour les groupes isolés et marginalisés?

**1.2. De nouveaux scénarios**

Les gouvernements et les institutions traditionnelles se sont retirés de certaines fonctions qui sont désormais prises en charge par la société civile et le secteur privé. La mondialisation façonne le monde économique et la privatisation des services publics, la libéralisation des marchés et les accords commerciaux internationaux ont déterminé de nouveaux scénarios pour le développement avec des conséquences sérieuses pour les gouvernements, les communautés locales et les groupes marginalisés. De plus, cette mondialisation sans justice sociale a créé des tensions nouvelles et dramatiques. Les disparités politiques, sociales, culturelles et économiques sont à la racine de problèmes

internationaux actuels comme la pauvreté, les conflits ethniques, les guerres, les fondamentalismes religieux, les migrations et les diasporas.

### 1.3. L'époque de la communication

Les nouvelles technologies de l'information et de la communication ont créé ce que l'on appelle la société de l'information et du savoir. Les technologies de la communication s'adaptent de plus en plus aux pays en développement et des expérimentations avec les TIC montrent que la révolution de l'information peut avoir des effets positifs sur le développement économique et social. **Mais l'accès aux infrastructures et leur utilisation sont toujours limités pour les groupes vulnérables dans les zones rurales des pays en développement. Ces populations vulnérables sont du mauvais côté du fossé numérique et risquent de se marginaliser encore davantage.** Simultanément, les processus de démocratisation, de décentralisation et de pluralisme ont ouvert la voie à l'appropriation par les communautés de plusieurs médias de communication comme la radio et la vidéo – et même dans certains cas Internet. Des processus horizontaux de population à population sont donc en train d'apparaître, parallèlement aux structures dominantes et aux lignes verticales de la communication. Mais les marchés des médias mondiaux sont désormais dominés par une poignée de compagnies multinationales et **la mondialisation de la communication menace la diversité culturelle et les valeurs traditionnelles des minorités.**

### 1.4. Le développement humain

La réflexion sur le développement a évolué, passant d'une approche pyramidale basée sur la croissance économique et les transferts de technologies à un développement centré sur les populations, au moins au niveau des discours. La participation des communautés urbaines et rurales aux prises de décision relatives à leur propre existence, l'analyse des questions de parité hommes/femmes, l'équité, les facteurs sociaux, les approches globales et le respect des savoirs indigènes sont désormais pris en compte par de nombreux programmes de développement. **On met davantage l'accent sur les dimensions culturelles et locales du développement. On accepte aussi beaucoup plus largement l'idée que le développement humain implique le dialogue, l'interaction et le partage des idées pour l'avènement du changement social et des innovations.**

### 1.5. La politique internationale

Les questions les plus importantes de l'agenda du développement, au cours des dernières décennies, demeurent des défis pour le nouveau millénaire et sont reprises dans les huit objectifs de développement du millénaire adoptés par les Nations unies en 2000. Ils reflètent la dimension multidimensionnelle de la pauvreté et les besoins des groupes les plus pauvres et les plus traditionnellement marginalisés. Ils comprennent la pauvreté extrême, les faibles revenus et la faim, le manque d'éducation primaire, l'inégalité des genres, la mortalité élevée des mères et des enfants, les mauvaises conditions de santé – comme le montre la propagation de l'épidémie du VIH/SIDA, de la malaria et de la tuberculose – et le manque de durabilité de l'environnement. Tous ces défis pourraient bénéficier des processus participatifs pour le changement social. D'où l'importance de la communication comme élément essentiel pour s'attaquer à ces problèmes.

En mettant l'accent sur les plus pauvres, la communauté internationale reconnaît que des mesures spéciales sont nécessaires pour satisfaire les besoins des groupes vulnérables et des minorités. Par exemple, de nombreuses initiatives sont actuellement prises en faveur des populations indigènes, qui font partie des populations les plus désavantagées et les plus vulnérables du monde contemporain. En 1994, les Nations

unies ont lancé la décennie internationale des populations indigènes (1995-2004) afin de promouvoir et de protéger les droits des populations indigènes dans le monde entier. Dans le cadre de cette décennie, en 2000, le Conseil économique et social des Nations unies a créé le Forum permanent sur les questions indigènes, avec une adhésion et une participation des populations indigènes. Le Forum dispose d'un mandat pour discuter des questions indigènes relatives au développement économique et social, à la culture, à l'environnement, à l'éducation, à la santé et aux droits humains. Il prodigue des conseils et des recommandations aux Nations unies sur les questions indigènes, renforce la sensibilisation, assure la promotion de la coordination et de l'intégration des activités au sein du système des Nations unies et diffuse l'information relative aux questions indigènes. Au cours de sa dernière session, en mai 2004, le Forum a adopté des recommandations relatives à l'éducation des populations indigènes. Ces discussions ont également soulevé la question de l'utilisation de la communication et des médias communautaires appropriés.

Toujours dans le cadre de cette décennie, la Commission des Nations unies sur les Droits de l'Homme prépare une déclaration universelle pour les droits des populations indigènes. L'article 17 de cette déclaration aborde spécifiquement la communication et déclare: «les populations indigènes ont le droit de disposer de leurs propres médias dans leurs propres langues. Ils ont également le droit à un accès équitable à toutes les formes de médias non indigènes. Les Etats doivent prendre des mesures efficaces pour s'assurer que les médias contrôlés par l'Etat reflètent bien la diversité culturelle indigène».

La conférence internationale la plus récente, le Sommet mondial de la société de l'information, tenu à Genève en 2003 et qui se poursuivra à Tunis en 2005, visait à mettre le potentiel du savoir et les TIC au service du développement et à promouvoir l'utilisation de l'information et du savoir pour la réalisation des objectifs de développement approuvés au niveau international, y compris ceux de la Déclaration du millénaire. Le plan d'action a souligné l'importance de promouvoir l'accès et l'utilisation pour tous, en insistant sur les besoins spécifiques des femmes et des filles, des populations indigènes, des personnes âgées, des handicapés, des enfants défavorisés, et d'autres groupes vulnérables. Il a appelé les gouvernements et les autres acteurs à mettre en place des points d'accès communautaires publics et polyvalents, qui offrent un accès abordable ou gratuit à Internet. Il a souligné l'importance qu'il y a à ce que les TIC proposent des contenus socialement adaptés pour émanciper les populations locales. Le plan d'action a également appelé les gouvernements à créer des politiques qui renforcent et encouragent le respect des cultures, des langues et des traditions différentes. Il les a pressés de soutenir les médias basés au niveau des communautés locales, qui combinent l'utilisation des médias traditionnels et des nouvelles technologies pour faciliter l'utilisation des langues locales et pour protéger les héritages locaux et les communautés nomades. Il a invité les gouvernements à respecter le savoir et les traditions indigènes, à renforcer la capacité des populations indigènes à développer des contenus dans leurs propres langues et à leur permettre d'utiliser et d'exploiter leur savoir traditionnel dans la société de l'information.<sup>1</sup>

### **1.6. Les groupes isolés et marginalisés**

Les objectifs internationaux du développement accordent désormais une priorité élevée à l'atteinte des plus pauvres parmi les pauvres. Qui sont ces pauvres? Petits

<sup>1</sup> « Modeler les sociétés de l'information en conformité avec les besoins humains »: la déclaration approuvée par les représentants de la société civile à la conférence a souligné l'importance du développement centré sur la population et de la communication comme processus de changement social. Elle a aussi insisté sur l'utilisation participative de la communication et sur la nécessité de l'engagement des divers groupes linguistiques et sociaux, cultures et populations, rurales et urbaines, sans exclusion, aux prises de décision.

agriculteurs de subsistance, femmes, jeunes – dans les zones urbaines et rurales – populations indigènes, nomades, montagnards, réfugiés, paysans sans terres, artisans ruraux, petits pêcheurs, habitants de petites îles, pour n'en mentionner que quelques-uns. Pendant ces dernières années, l'environnement international a créé de nouveaux acteurs sociaux, comme les travailleurs migrants, la diaspora, les victimes du sida, les handicapés et les victimes des guerres et des situations de conflit.

La révolution de l'information a aussi créé une nouvelle catégorie: **les pauvres en information et les analphabètes de l'informatique** (Saik Yoon 2000). Les groupes isolés et marginalisés subissent des contraintes particulières en matière d'accès à l'information et à la communication qui limitent leur expression et leur participation à la sphère publique et au processus de prises de décision qui concernent leur propre existence. Ils appartiennent à la culture du silence. Ils sont du mauvais côté du fossé numérique, incapables de participer à la société de l'information et risquent donc d'être encore plus marginalisés sur les plans politique, social et économique.

Quelles sont leurs caractéristiques?

- Ils sont pauvres, avec pratiquement pas ou très peu de ressources à consacrer à l'accès aux technologies de l'information;
- ils vivent dans des zones isolées, dans les quartiers pauvres des grandes villes, dans des zones montagneuses, dans de petites îles éloignées, souvent sans électricité ni téléphone;
- ils sont sans emploi, ou sont des travailleurs non qualifiés, des agriculteurs de subsistance, des ouvriers agricoles non qualifiés;
- ils sont analphabètes ou semi analphabètes avec peu d'accès à l'éducation et à la formation;
- ils font partie de groupes ethnolinguistiques minoritaires;
- ils ont souvent des coutumes sociales, économiques, culturelles et politiques différentes de celles des sociétés dominantes;
- ils n'ont pas de pouvoir, souffrent de discriminations sociales et d'un manque de reconnaissance de leur identité et de leur mode de vie;
- ils sont victimes de la violence, de la drogue, des guerres et de nouvelles pandémies comme le VIH/SIDA;
- dans la majorité des cas, ils parlent des langues minoritaires.

Leurs systèmes d'information incluent les médias alternatifs comme la vidéo, l'audiovisuel, la radio locale et communautaire, la poésie, les proverbes, les contes, les chansons et la musique populaire, ainsi que les réunions informelles dans les rues, sur les places des marchés et au cours des fêtes rituelles. Ils appartiennent d'abord à des cultures orales.

Dans le même temps, la mondialisation et les nouvelles technologies de l'information ont créé de nouvelles identités, qui vont au-delà des frontières des Etats, des communautés géographiques ou des institutions traditionnelles. En conséquence, **les mouvements sociaux qui représentent les groupes minoritaires et défavorisés utilisent les nouveaux réseaux de communication et les nouveaux flux d'information pour exprimer leurs préoccupations, partager leurs intérêts communs et promouvoir le changement social et l'action pour les droits collectifs**. Ils ont créé des sphères publiques transnationales sans frontières temporelles ni spatiales. Ces mouvements sont généralement fondés sur des problèmes ou intérêts partagés comme les droits humains, les minorités ethniques, l'environnement, les normes de travail et le genre. A titre d'exemple, on peut citer les associations de femmes, les groupes pour les droits humains, les minorités ethniques, les groupes indigènes, les travailleurs migrants, les diasporas, les mouvements religieux, les victimes du sida, les militants de l'environnement, et les 'Dalits' (intouchables).

Les TIC ont été utilisées avec succès pour donner la parole aux femmes et pour bâtir des réseaux de plaidoyer social et politique. A titre d'exemples, on peut citer des réseaux mondiaux comme Women's Net et ISIS International et des réseaux régionaux comme Femnet, SANGONet et APC-Africa-Women en Afrique, Depth News and Women's Feature Service en Asie, DAWN (Alternatives de développement avec les femmes pour une nouvelle ère) et CAFRA (Association caribéenne pour la recherche et l'action féministes) aux Caraïbes.

Les réseaux de médias constituent un point de convergence pour les journalistes indigènes de toutes les parties du monde pour diffuser de l'information avec un point de vue indigène et pour les utiliser comme support pour l'organisation de campagnes pour les droits des peuples indigènes à travers le monde. Les réseaux transnationaux qui lient de petits groupes locaux ont joué un rôle fondamental pour coordonner les actions de remise en cause les politiques de l'eau en Bolivie, contester les politiques de déforestation au Brésil et dénoncer le prix des médicaments en Afrique (Huesca 2001). Et il est bien connu que le mouvement indigène des zapatistes du Chiapas a pu survivre et faire connaître son programme grâce aux soutiens internationaux reçus à travers l'utilisation d'Internet et d'autres médias.

Ces mouvements sociaux et leurs réseaux utilisent Internet, des bulletins, des brochures, des bandes dessinées, de la vidéo, du théâtre de rue, des graffitis, la radio et d'autres médias qui sont à leur portée.

### 1.7. Information, savoir et communication

Il a été démontré qu'en l'absence de connaissances, les apports économiques et technologiques sont sous-utilisés: la communication est indispensable pour partager les connaissances. Mais si le savoir et la communication sont essentiels, ils ne constituent pas des éléments suffisants pour lutter contre la pauvreté. **Les communautés marginales n'existent pas hors de contextes plus larges, de forces sociales, politiques et économiques et de structures de pouvoir inégales qui constituent des obstacles au changement. Ces contraintes doivent être prises en compte. L'information et la communication ne doivent jamais se substituer à ces changements sociaux.** Par exemple, le parti que les agriculteurs de subsistance pourront tirer de l'information dépendra d'autres facteurs, comme la propriété de leurs terres, la proximité des marchés, la disponibilité de moyens de transport, ainsi que de leurs ressources productives pour répondre aux opportunités que les sources d'information sont susceptibles de leur apporter. (Curtain, 2004). De plus, la collecte et la diffusion de l'information ne doivent pas être confondues avec le partage des savoirs et la communication. La communication est un processus interactif et le véritable savoir va au-delà de l'information. Le savoir, c'est le sens que la population donnera à l'information. Et, pour les sociétés, le monde, au-delà du sens de l'information, dépend de leurs capacités à en discuter et à en débattre. Pour que les changements sociaux adviennent, il faut ouvrir des espaces de dialogue. L'information ne devient savoir que lorsqu'elle aide les populations à communiquer, à participer et à faire des choix informés (Panos 1998).

### 1.8. la nécessité de nouvelles et meilleures orientations

En tant que praticiens de la communication, notre mission a toujours été d'améliorer les conditions d'existence des pauvres et des personnes à risque. La meilleure évaluation de la communication pour le développement sera toujours de savoir comment elle a amélioré la qualité de vie des groupes marginaux et vulnérables. Même s'il y a eu beaucoup de changements depuis que la discipline de la communication est apparue, il y a près de 50 ans, il est désormais nécessaire d'adopter de nouvelles orientations pour répondre à un environnement en changement et à l'arrivée de nouveaux acteurs sociaux. **Il est nécessaire de créer un cadre alternatif pour les interventions de**

**la communication, véritablement orienté vers la population et la participation, et pas seulement en théorie. Il faut associer la population à l'identification de la nature du problème, la définition des priorités, la formulation des solutions et la gestion des processus du changement.**

Dans le même temps, le bilan de toutes ces années d'expérience et de pratiques a été établi et il a permis de constater que de nombreuses approches développées dans le passé restent pertinentes. Il faut trouver une alliance de l'ancien avec le nouveau. Cela nous renvoie aux questions que cette table ronde se propose d'examiner, à savoir: les stratégies, les expériences et les connaissances actuelles sont-elles toujours pertinentes pour travailler avec les groupes marginaux et vulnérables et comment pourrait-on les modifier ou les développer?

### **Une nouvelle approche de la communication sur le VIH/SIDA**

La pandémie du VIH/SIDA est la question de santé publique la plus grave à laquelle les pays en développement aient jamais été confrontés et elle engendre de nouveaux individus vulnérables et marginalisés. L'épidémie est à la fois une cause et un effet du sous-développement et la propagation du VIH/SIDA est liée aux questions d'inégalité de genre, de discrimination, de pauvreté et de marginalisation. La lutte contre le sida est devenue une grande priorité internationale et la communication se trouve en première ligne dans les programmes de lutte, car c'est un outil déterminant pour influencer les comportements et les styles de vie. En dehors de quelques succès remarquables, les exemples d'éradication de ce nouveau défi au développement restent modestes et la pandémie continue à se répandre. On a trop misé sur les résultats à court terme, alors que le sida est un problème complexe, qu'il faut envisager dans le long terme. Les stratégies mises en œuvre jusqu'ici étaient fondées sur les changements de comportements et la formulation et la diffusion de messages pour inciter les gens à l'abstinence, la fidélité ou à l'utilisation de préservatifs. Elles n'ont pas toujours été couronnées de succès. Il faut donc admettre que la diffusion des messages de santé – même si elle est essentielle – n'est pas suffisante et de nouvelles approches doivent être trouvées.

La huitième table ronde sur la communication pour le développement, qui s'est tenue au Nicaragua en 2001, s'est penchée sur le VIH/SIDA et sur les défis qu'il représente, en termes de communication. Elle a conclu que des stratégies plus larges et à plus long terme, avec une série d'approches complémentaires et multisectorielles sont nécessaires pour aborder les aspects sociaux, culturels, politiques et de genre du sida. Les approches devraient s'écarter des pratiques qui consistent à envoyer des messages, pour adopter une autre stratégie qui s'appuie sur le dialogue et le débat et sur l'écoute de ceux qui sont le plus touchés par la pandémie. Il est essentiel de cesser de chercher à persuader les gens de changer de comportements, pour s'engager plutôt dans une consultation et des négociations qui permettent d'identifier les meilleures voies à emprunter dans un processus de partenariat.

(Source: rapport de la table ronde inter agences, 2001).

## **2. QUELQUES LEÇONS TIRÉES DE L'EXPÉRIENCE**

Dans cette deuxième partie, nous vous proposerons quelques principes tirés des expériences les plus concluantes du passé et qui constituent toujours des directives valables en matière de communication participative pour le changement social avec les groupes marginaux et vulnérables.

### **2.1. La communication en tant que processus**

Le défi du programme de travail pour le changement entrepris avec les habitants de l'île de Fogo dans les années 60 a souvent été considéré comme une étape essentielle dans le développement des processus participatifs de communication. Le processus de Fogo a été un des premiers exemples de tournage de séquences filmées ou enregistrées en

vidéo comme un processus de changement social dans une communauté défavorisée. Ce processus s'appuyait sur une série de pratiques de travail qui ont influencé de nombreux programmes de communication participative à travers le monde et qui sont encore pertinentes aujourd'hui. Voici quelques-uns de ces éléments.

- La communication peut être considérée comme un processus de responsabilisation pour la résolution des conflits et la négociation avec les décideurs, afin de parvenir à des changements politiques.
- Les technologies et les médias de communication ne sont que des outils destinés à faciliter le processus.
- Des programmes seront planifiés et produits avec et par les pauvres eux-mêmes, à propos de leurs problèmes sociaux, et pas seulement par des personnes extérieures.
- La qualité professionnelle du produit devient secondaire par rapport au contenu et au processus.
- La communication interpersonnelle et le rôle des facilitateurs, travailleurs communautaires ou animateurs sociaux sont importants.
- L'association de la communauté au montage des séquences et le dialogue avec les décideurs sont recommandés.

Le processus de Fogo est une excellente illustration du processus par lequel des communautés locales – marginalisées par des structures économiques et politiques – peuvent se responsabiliser grâce à la communication et transformer les conditions d'un développement inéquitable (Crocker, 2003).

## **2.2. Tout commence avec la population**

L'écoute de la population, les enseignements tirés de leur perception des besoins et la prise en compte de leurs connaissances et de leur culture est un autre préalable à une bonne communication avec les groupes marginaux. L'écoute, la capacité de lire la réalité 'avec les oreilles' est une compétence importante développée par les cultures orales. Les populations développent des compétences pointues en matière d'écoute lorsqu'elles dépendent exclusivement de la communication orale. Dialoguer peut également signifier écouter et rester silencieux. Le dialogue n'intervient que si le silence est respecté (Hamelink, 2004). L'écoute va au-delà d'une simple évaluation des besoins. Elle implique d'intégrer ce que les gens savent déjà, ce qu'ils aspirent à savoir, ce qu'ils perçoivent comme possible et désirable et ce qu'ils pensent pouvoir être en mesure de maintenir de façon durable.

De nombreuses méthodes de recherche participative ont été récemment mises au point pour permettre à des gens de l'extérieur et aux communautés de partager rapidement des expériences et d'apprendre ensemble sur leurs réalités. Par exemple le Centre de communication pour le développement de la SADC, basé à Harare (au Zimbabwe), a développé une méthodologie d'évaluation de la communication participative rurale (ECPR), qui permet aux agents de développement d'associer les membres de la communauté à l'identification des problèmes et à la proposition de solutions qui seront adoptées par la communauté. La recherche pour la conception et la production de programmes de communication devient un processus interactif, permettant à la communauté d'exprimer ses problèmes et d'apprendre sur elle-même. Cela garantit que le processus de développement initié reflètera les perceptions et les réalités de la communauté rurale, encourageant ainsi la durabilité de l'innovation en matière de développement. (Anyaegebunam, Mefalopoulos et Moetsabi 1998).

## **2.3. Protéger le savoir et la culture indigènes**

Un autre concept de base sous-tend la communication participative est le respect pour **le savoir, les valeurs et la culture des populations indigènes**. Bien loin des

autoroutes de l'information, les communautés marginales possèdent des trésors de savoirs et de ressources culturelles traditionnelles, un héritage riche, mais fragile qui risque de se perdre avec l'avènement des technologies modernes.

"L'essence de l'engagement des populations rurales dans le processus de leur propre développement réside dans l'échange des savoirs... Le résultat d'un échange fructueux de savoirs n'est pas tant le remplacement de techniques traditionnelles par des techniques modernes, qu'une synthèse de systèmes modernes et traditionnels pour produire une technique hybride, plus appropriée et plus conforme aux capacités économiques et techniques des populations rurales, ainsi qu'à leurs valeurs culturelles."(FAO, 1987).

Les agriculteurs traditionnels de subsistance savent souvent mieux que les experts agricoles quelles méthodes agricoles sont les plus appropriées pour leur propre environnement. Les groupes indigènes ont accès à une quantité importante de connaissances traditionnelles sur leur environnement et sont des utilisateurs très efficaces des ressources disponibles localement qui sont cruciales pour leur survie. Au Canada arctique, par exemple, les perceptions sur les changements climatiques ont été essentielles pour la survie de groupes autochtones et font partie de leur savoir traditionnel, de même que les observations locales sont importantes pour les chercheurs et les décideurs. (Neil Ford, 2000).

Le système de communication du projet Proderith, au Mexique a souvent été cité comme exemple d'une approche de communication pour la planification participative, l'émancipation des paysans et le partage des connaissances avec les populations indigènes. Le respect des systèmes traditionnels de savoirs, des cultures locales et des langues indigènes ont été les principaux ingrédients de cette réussite.

### Valeurs mayas

"L'équipe du Proderith se savait pas grand chose sur la façon de lancer un dialogue parmi et avec les populations indigènes s'exprimant en langue Maya. La solution indigène a été trouvée: il s'agissait d'enregistrements vidéo réalisés avec Don Clotilde Cob, un vieillard de 82 ans, qui possédait l'art de parler des problèmes. Cet ancien révolutionnaire, fier, avait appris tout seul, à l'âge adulte, à comprendre, lire et écrire l'espagnol. Il était lucide et clair, en maya comme en espagnol. Ce vieillard charismatique, avec ses cheveux blancs et sa barbe bien taillée, s'asseyait, les jambes croisées devant une caméra vidéo pendant des heures. Il dissertait sur le passé, la révolution, la grandeur de la culture maya et sur la vie quotidienne d'aujourd'hui. Il déplorait le déclin de certaines traditions mayas comme le jardin maraîcher familial, expliquait comment il cultivait son propre maïs et se plaignait du fait que les jeunes d'aujourd'hui ne savent plus le faire correctement. Il accusait les jeunes d'abandonner tout ce qui avait été bon dans la culture maya: les jeunes vendaient des œufs pour acheter des cigarettes et des sodas et il ne faisait aucun doute que leur régime alimentaire était bien pire que le sien dans sa jeunesse.

Dans les villages où ces enregistrements étaient diffusés, les villageois s'asseyaient en silence pour les écouter. Le soir, sous les arbres, les mots, en maya, coulaient de l'écran et la voix éloquente du vieil homme comme ses gestes emphatiques répandaient une sorte de magie. Pour beaucoup, c'était la première fois qu'ils entendaient quelqu'un leur parler de la valeur pratique de leur culture. C'était aussi la première fois qu'ils se voyaient à la «télévision» et que l'on y parlait leur langue. Ils demandaient souvent que les bandes soient passées et repassées à l'infini. L'effet recherché était atteint: la population commençait à mesurer sa situation et à réfléchir sérieusement sur ses valeurs et ainsi le terrain était préparé pour le moment où Proderith commencerait à aborder les plans de développement destinés à éradiquer la malnutrition et à promouvoir la sécurité alimentaire."

Source: Colin Fraser and Sonia Restrepo-Estrada "Communication for Rural Development in Mexico: in Good Times and in Bad" in *Communicating for Development*, 1998

### Les systèmes de savoir des éleveurs

“La survie de l’humanité a toujours été basée sur des systèmes de savoirs, et – bien que nombreux éléments en soient devenus méconnaissables ou aient sombré dans l’oubli – d’autres survivent et continuent à prospérer. Le pastoralisme entre dans cette dernière catégorie. Il s’agit d’un mode de vie basé sur un système indigène spécifique de savoirs qui développe des pratiques très efficaces pour la protection de l’environnement, la production animale, la santé animale, l’art de prévoir les désastres naturels et de les maîtriser.

Il arrive quelques fois que certains tenants de la modernisation ne considèrent pas cela comme des systèmes de savoir, mais les décrivent plutôt comme «rétrogrades» ou «primitifs» et extérieurs à un certain système social et de production. En outre, lorsque les éleveurs acceptent l’offre d’être «civilisés», ni les gouvernements ni aucune communauté commerciale du sud ne sont en mesure de les faire bénéficier de la modernisation. En conséquence, les pasteurs ne sont plus autorisés à vivre comme ils l’entendent, mais on ne propose pas non plus à ceux d’entre eux qui veulent changer, la moindre alternative pertinente... Les systèmes de savoir qui échappent à ceux des discours dominants doivent être reconnus non seulement comme des systèmes de savoirs en soi, mais aussi comme des éléments capitaux pour protéger l’environnement et assurer des moyens d’existence à de nombreuses personnes qui vivent en marge d’un monde en modernisation accélérée.”

Source: Melakou Tegegn, Directeur de Panos Afrique de l’est, dans Panos Paper – Information, Knowledge and Development, 1998.

La communication et la culture sont étroitement imbriquées. La communication est un produit de la culture et la culture détermine le code, la structure, le sens et le contexte de la communication qui se met en place. La culture et l’histoire jouent également un rôle important dans le développement social d’une communauté. Pendant des générations, les populations rurales vivant dans des villages reculés sans accès aux moyens modernes de communication se sont appuyées sur l’oralité et sur les formes traditionnelles de communication pour transmettre la culture, les connaissances, l’histoire et les coutumes. «Le trésor de proverbes, chants, histoires et autres formes de divertissement a une fonction spéciale dans les cultures orales. L’éloquence et la subtilité sont recherchées; une déclaration bien formulée est retenue. La population peut écouter un bon conteur pendant des heures. Les anciens utilisent des proverbes pour commenter les événements de la journée et les proverbes sont des vecteurs de transmission de la sagesse et de l’expérience du passé.” (Fugelsang 1987)

Les nouvelles technologies de l’information et de la communication peuvent renforcer l’auto expression culturelle ou l’étouffer avec ce que l’on a appelé l’impérialisme culturel, l’invasion culturelle, la synchronisation ou l’homogénéisation culturelle (Ansah 2000). Un des effets de la numérisation est la concentration croissante de la propriété des principaux médias par un petit nombre de grandes sociétés multinationales. La tendance aujourd’hui pour les puissantes multinationales est d’acheter des journaux, des livres, des magazines, des sociétés d’édition, des réseaux de radio et de télévision, des compagnies de télécommunications et des systèmes de transmission par satellite. Le résultat est l’appauvrissement des contenus de la communication. Les grandes compagnies cherchent à maximiser leurs profits et à faire économies d’échelle en réduisant la diversité de l’offre de leurs médias, ainsi que les services communautaires de proximité qui sont rarement rentables dans des opérations à grande échelle. Les très grandes entreprises se satisfont des modèles – invariablement américains ou occidentaux – qu’ils ont testés sur leurs marchés intérieurs. Le résultat de ce remplacement des programmes locaux par des programmes étrangers est le rétrécissement d’une riche diversité culturelle. (Saik Yoon, 2000).

Quelle sont les forces des systèmes indigènes de communication? Quelles sont leurs fragilités? La diversité culturelle est elle menacée par la technologie? D'ores et déjà, on peut observer, dans les zones urbaines comme dans les zones rurales du monde en développement, des jeunes gens adopter les modèles occidentaux et abandonner la fierté des racines culturelles de leurs parents. Avec la mondialisation, les cultures ne sont plus isolées, elles interagissent et s'influencent mutuellement. Nous assistons ainsi à l'émergence de nouveaux systèmes de culture et de savoirs qui brassent le rural avec l'urbain, les traditions avec le modernisme, le local avec le mondial, les coutumes traditionnelles avec les coutumes modernes, et qui créent des pratiques et des cultures «hybrides». (Servaes 2003). La «glocalisation» est le terme désormais utilisé pour définir l'intégration du global (c'est-à-dire du mondial) et du local.

**Pour être efficaces, les efforts de communication doivent considérer les valeurs culturelles des groupes marginaux comme le chemin de leur participation, plutôt que d'emprunter des stratégies extérieures qui incitent au changement sans prendre en compte les facteurs culturels. Protéger la diversité culturelle, les langages locaux et les systèmes traditionnels de communication face à la mondialisation est un des principaux défis pour les praticiens de la communication dans cette époque de l'information.**

### 3. MÉDIAS ET APPROCHES

Dans le passé, les spécialistes de la communication étaient quasiment contraints de recourir aux médias alternatifs pour entreprendre des activités au niveau des communautés: nous ne devons pas oublier les leçons tirées de leur expérience. Mais aujourd'hui, l'avènement des nouvelles technologies et leur convergence signifient que de nouvelles combinaisons pour construire des programmes de communication plus efficaces avec les groupes défavorisés peuvent être inventées. **Les initiatives de communication devraient utiliser tous les médias disponibles, qu'ils soient modernes ou traditionnels et il y a un certain mérite à combiner les médias électroniques avec d'autres médias que les populations apprécient déjà, qu'elles utilisent et qu'elles maîtrisent.** (Ramirez 2003).

#### 3.1. Les systèmes traditionnels de communication

La protection des formes traditionnelles de communication et les changements sociaux ne s'excluent pas mutuellement. Les systèmes traditionnels de communication peuvent jouer un grand rôle pour faciliter les apprentissages, la participation populaire et le dialogue pour le développement. Les médias indigènes ont été mobilisés avec succès pour aborder les questions relatives aux groupes marginaux. Le théâtre populaire, les marionnettes, les spectacles, la musique et la danse ont été utilisés, par exemple, pour traiter les soins de santé, pour discuter de la taille de la famille, de la mutilation génitale des femmes, des grossesses chez les adolescentes, du VIH/SIDA et des styles de vie instables. Ils ont aussi été appliqués dans les programmes d'alphabétisation, de protection de l'environnement ou pour introduire de nouvelles pratiques agricoles. Les formes traditionnelles de communication peuvent aussi se combiner avec d'autres médias comme la radio, la télévision, la vidéo et les audiocassettes. Ce qui est important, c'est que la communication ne soit pas produite par des étrangers. La participation d'artistes, de conteurs, d'acteurs, et de musiciens locaux à la production et l'utilisation des médias traditionnels assurent le respect des valeurs, des symboles et des réalités traditionnelles, tout en garantissant que ce type de production sera attractif pour la communauté. Les systèmes traditionnels améliorent la crédibilité des programmes des médias et donc leur efficacité comme véhicules de partage des savoirs et d'avènement des changements sociaux. (Balit 1999)

Un dérivé des médias traditionnels populaires et de la culture populaire des 'telenovelas' en Amérique latine est l'usage de feuilletons mélodramatiques 'à l'eau de

rose' pour la radio et la télévision qui utilisent des «modèles sociaux» réels ou fictifs pour promouvoir les changements de styles de vie. Ces programmes sont adaptés aux contextes culturels locaux et combinent le divertissement avec la sensibilisation et l'éducation ('*Edutainment*'). Les messages éducatifs et les meilleures pratiques sont instillés dans la fiction narrative, indiquant ainsi aux spectateurs et auditeurs comment ils peuvent aborder des problèmes spécifiques, comme les questions de santé, dans leur vie de quotidienne. (Tufté 2003). L'expérience de Soul City en Afrique du sud est un succès bien connu de cette approche, qui, entre autres thèmes, s'est centrée sur la question du VIH/SIDA. Les séries à la radio et à la télévision ont été complétées par la communication interpersonnelle, les documents écrits et les dossiers de formation.

### **Yasarekomo: Autoévaluation d'une expérience de communication par des populations indigènes de Bolivie**

En 1994, avec l'assistance de la FAO, l'Assemblée du peuple Guarani (APG), principale organisation guarani de Bolivie a mis en place une cellule de communication, la Unidad de Comunicación Guarani (UCG), dans la région du Chaco, en Bolivie. Les buts de cette unité étaient d'améliorer la qualité de vie des communautés indigènes isolées et marginalisées et de soutenir leurs initiatives de développement. Les villageois Guarani, avec l'appui de la FAO, ont appliqué des approches de communication interculturelle pour partager les connaissances et l'information en utilisant des 'paquets de formation vidéo' et des émissions de radio communautaire. L'UGC a bénéficié de l'assistance de la FAO pendant trois ans et a ensuite poursuivi son action de façon indépendante pendant six autres années, en générant des revenus par la production des matériaux de communication interculturelle et en assurant la mise en place de plans de communication pour le développement approuvés par l'APG et cofinancés par le gouvernement, les municipalités et des ONG. L'UGC a alors décidé d'organiser une autoévaluation en collaboration avec l'APG et d'autres organisations indigènes de Bolivie. Pour la première fois, une population indigène elle-même a documenté et analysé de façon systématique l'utilisation de médias de communication participative et le contenu des messages produits par et pour les communautés Guarani et fondés sur une combinaison de savoirs et de coutumes traditionnels avec le savoir moderne et les techniques de communication. Les résultats de l'évaluation ont confirmé la validité de l'approche de communication participative et interculturelle appliquée à des services de conseils. L'étude a toutefois souligné les problèmes qui se posaient en termes de durabilité de l'unité et notamment: la nécessité de poursuivre les efforts pour renforcer la capacité de communication de l'APG et d'autres organisations indigènes; l'importance de «l'appropriation» des nouveaux médias et d'acquisition de nouveaux équipements et; la nécessité d'une politique nationale reconnaissant le droit des populations indigènes à accéder aux services d'information et à fournir des services d'information et de communication, avec un financement provenant des institutions locales.

Source: FAO, 2004. Yasarekomo, Una experiencia de comunicación indígena en Bolivia.

### **3.2. Vidéo**

Pendant de nombreuses années, la vidéo a été utilisée avec succès pour la planification participative, l'émancipation et le partage des connaissances pour les individus et les communautés défavorisés. Les images animées sont de puissants outils pour communiquer avec des audiences analphabètes. Les équipements audio et vidéo étant devenus moins chers et plus faciles à utiliser, les communautés ont pu acquérir des compétences de production qui leur ont donné accès à ces outils de formation, de communication et d'échange, et à leur contrôle. L'organisation Video Sewa (Association des femmes pour l'auto emploi) à Ahmedabad, en Inde, est un exemple classique d'utilisation de la vidéo participative pour l'émancipation des femmes rurales analphabètes. Les programmes vidéo produits par des femmes rurales, associées avec

SEWA, ont été utilisés pour la génération de revenus, les maladies professionnelles, la négociation salariale, les interventions juridiques, l'apprentissage de nouvelles compétences et le plaidoyer pour le changement politique. Les approches fondées sur la vidéo peuvent aujourd'hui profiter des techniques de numérisation combinées à l'Internet pour faciliter les processus de production, améliorer les réseaux et renforcer le partage de l'information et du savoir.

### 3.3. Radio

**La radio reste le moyen de communication de masse le plus largement répandu et le plus accessible aux groupes défavorisés.** Dans les zones rurales, la radio est souvent le seul moyen de communication disponible. Elle peut atteindre de grandes quantités de populations isolées et réparties dans de vastes zones géographiques. Dans certaines zones rurales, c'est la seule source d'information sur les innovations agricoles, la météo et les prix du marché. La radio est orale et s'adapte donc à de nombreuses cultures indigènes, tout en appartenant à la culture de la pauvreté. Elle peut être locale, en raison du faible coût de production et de diffusion. La radio communautaire permet aux communautés négligées – comme les femmes – d'être entendues et de participer aux processus démocratiques au sein des sociétés. Elle rend compte de leurs intérêts et joue un rôle important dans le renforcement des expressions et des identités culturelles et des langues locales. Elle peut fournir des informations actualisées et pertinentes sur les questions de développement, les opportunités, les expériences, les compétences et les intérêts publics. Elle possède donc la capacité d'engager les communautés rurales, les populations indigènes et les secteurs défavorisés des sociétés urbaines dans des processus interactifs de communication sociale. (UNESCO, 2000).

#### **Former les agents des radios communautaires à l'émancipation des communautés**

Une approche de formation, développée au Ghana pour les agents des radios communautaires, puise son nom dans le vêtement traditionnel Kente, du peuple Ashanti, tissé à la main. L'approche Kente est basée sur la conviction que la radio communautaire est une radio particulière et qu'elle représente un modèle théorique et opérationnel différent de celui des radios publiques et des radios commerciales. Cela implique que cette radio communautaire puisse travailler avec un nouveau type de «professionnel» – à savoir un agent communautaire doté de valeurs, compétences et normes spécifiques, centrées sur l'émancipation des communautés. La formation de ces agents communautaires doit, en conséquence, être intégrée dans la culture de la communauté et dans le processus d'émancipation. C'est une approche pratique de terrain qui intègre la théorie (communication pour le développement, communication et culture, gestion etc.) avec l'expérience et la pratique de la radio communautaire, en prenant en compte le contexte local. Les quatre éléments/modules de la formation comprennent: la connaissance de soi-même, la connaissance de la communauté, la connaissance du développement et la connaissance des médias. La responsabilisation des stagiaires est considérée comme faisant partie de l'émancipation de la communauté qui est elle-même le but final de la formation. Cette approche avait initialement été développée pour Radio Ada, puis a été étendue à quatre autres stations du réseau ghanéen des radios communautaires et à l'Éthiopie.

Source: Wilna W. Quarmyne, "A Kente Approach to Community Radio Training: Weaving Training into the Community Empowerment Process."

**Une des applications les plus intéressantes de la communication pour les populations marginalisées a été produite, au cours des dernières années, par la convergence entre les radios locales et Internet, ce qui a créé de nouveaux modèles pour offrir aux pauvres une information pertinente et**

**des connaissances.** La combinaison des deux technologies permet de nombreuses possibilités. La radio peut diffuser une information à de nombreux auditeurs, mais Internet leur permet d'envoyer de l'information en retour, de poser des questions, de demander ou de chercher de l'information et de communiquer avec des spécialistes. Internet permet d'accéder à l'information à la fois dans les sources nationales et internationales, tandis que la radio peut adapter au contexte local ces connaissances, les reformater et les traduire dans la langue des auditeurs locaux. (Bennett, 2003). Des opérations expérimentales ont été organisées en Asie, en Amérique latine et en Afrique. Ces projets, qui ont été entrepris dans des environnements divers, avaient pour objectif de soutenir les réseaux et les échanges des radios, les projets communautaires intermédiaires et les projets qui relient les migrants à leur communauté d'origine. (Bruce Girard, 2003).

### Comment vendre un buffle dans une radio hybride?

Dans la partie occidentale du Népal, un agriculteur du village de Madanpokhara, situé à 8 heures de voiture de Katmandou, avait besoin de vendre son buffle. Il n'y avait pas de meilleur moyen pour cela que de passer une annonce par le biais d'une radio communautaire du village, pour un prix symbolique. L'agriculteur a passé son annonce et a vendu son buffle. Radio Madanpokhara est une radio hybride qui donne la parole à la communauté à travers la station de radio locale, mais qui a aussi un accès aux TIC. Les programmes sont centrés sur des thèmes de la vie quotidienne de la communauté. La station utilise désormais des ordinateurs et des équipements et programmes d'enregistrement et de montage numérisés. Elle dispose de canaux audio par satellite pour recevoir et transmettre des données et des dossiers audio. Elle reçoit tous les jours des informations et d'autres programmes centrés sur le développement, en provenance de radio Sagar Matha, le point central d'un réseau basé à Katmandou et distribue ses programmes aux autres stations de radio dans le réseau dépendant du système satellitaire. Cette radio a reçu un soutien de l'UNESCO, de l'Institut Panos et du Fonds pour le développement des médias de la République tchèque.

Source: Kishor Pradhan, Panos 2004

**Les communautés de migrants sont en augmentation.** Leurs envois de fonds ainsi que l'expérience qu'elles ont acquises à l'étranger constituent une contribution importante au développement de leur communauté d'origine. **La radio peut jouer un rôle essentiel en reliant les communautés de migrants avec leur communauté, leur culture et leur langue d'origine.** La combinaison d'Internet, de la radio et du téléphone peut élargir la communication et permettre aux communautés de rester en contact avec les leurs, malgré l'émigration. Les stations des pays d'origine vont diffuser des nouvelles en provenance des communautés de migrants. Les messages radiodiffusés venant de l'étranger peuvent être de simples messages de salutations, des informations sur des transferts d'argent, ou des messages urgents. Ils apportent à ceux qui sont restés dans la région des informations sur des parents qui l'ont quittée. Pour les migrants, c'est un moyen de rester en contact avec leur village d'origine. Dans certains cas, les communautés de migrants ont obtenu quelques heures par semaine sur des stations multilinguistiques dans leurs pays d'origine et diffusent des programmes comprenant des nouvelles et des contenus culturels du pays combinés avec des contenus relatifs à leur nouvel environnement. La radio est devenue un outil essentiel de préservation de la culture. (Bruce Girard, 2003).

### 3.4. TIC: potentialités et limites

Avec l'avènement de la révolution de l'information, les TIC attirent l'attention de tous. Les gouvernements ont adopté des politiques nationales sur les technologies de l'information et libéralisé le secteur des télécommunications pour attirer les investisseurs. Des financements importants sont apportés par les donateurs, les agences intergouvernementales et les ONG pour connecter le monde en développement et fournir des accès à l'informatique et à Internet pour la réduction de la pauvreté.

Il existe une importante littérature sur les avantages et les potentialités de la communication numérisée pour améliorer la vie quotidienne des populations. Des expérimentations sur l'utilisation d'Internet et des ordinateurs ont montré des résultats positifs dans divers domaines: meilleur accès aux offres d'éducation, meilleure efficacité et transparence des services gouvernementaux, augmentation du commerce et amélioration des possibilités de commercialisation pour les communautés marginalisées, amélioration de l'émancipation des communautés à travers l'accès à l'information, amélioration des réseaux et des opportunités pour les femmes, accès à l'information médicale pour les communautés isolées et nouvelles offres d'emploi, ne sont que quelques uns des exemples qui ont renforcé la conviction que ces technologies ont un rôle clé à jouer dans le développement.

Cependant, les personnes engagées dans le travail sur le développement ont des jugements partagés sur l'impact de ces technologies sur la réduction de la pauvreté. L'enthousiasme initial fait maintenant place à des attitudes plus circonspectes et prudentes, au fur et à mesure que les leçons sont tirées des premières années d'expériences de terrain. Il est clair, par exemple, que bien qu'Internet soit un puissant outil pour partager l'information et les connaissances, et donc pour le développement humain, il n'apporte pas de solutions à tous les problèmes de développement. On ne peut séparer la pauvreté des problèmes sociaux, économiques et politiques qui la sous-tendent, ainsi que des structures de pouvoir existantes. **L'accent mis sur l'accès aux technologies, bien qu'important, doit être revu à la lumière de questions – encore plus importantes – d'utilisation pertinente et d'appropriation sociale de ces technologies. Pour les déployer de façon telle qu'elles puissent profiter aux pauvres, il faut mettre en place des structures de régulation et des environnements politiques favorables qui permettent de satisfaire les besoins de tous les secteurs de la société.**

#### Dimension sociale des TIC

L'utilisation des TIC peut transformer les structures locales de pouvoir au sein des communautés et bouleverser la vie des communautés. Par exemple, en Guyane, des femmes indigènes ont si bien réussi dans la commercialisation des hamacs qu'elles fabriquent par Internet, que les structures de pouvoir en ont été transformées: ces femmes sont devenues économiquement indépendantes de leurs maris. L'impact de ce phénomène sur la société a été si fort que les femmes indigènes ont été obligées par les hommes de la communauté d'arrêter la commercialisation de hamacs sur le Web. Ce cas montre clairement que les TIC peuvent aussi avoir des effets négatifs sur les communautés si leur usage n'est pas correctement géré et si les acteurs clé ne soutiennent pas leur usage.

Source: Bjorn-Soren Gigler, Banque mondiale, 2004

### 3.5. Les TIC et les pauvres

Dans certaines zones, la révolution des TIC n'a servi qu'à élargir les écarts économiques et sociaux, dans la mesure où les nouveaux écarts en matière d'information menacent

de marginaliser davantage les pauvres. L'essentiel des ressources d'information et des technologies se trouvent dans les pays développés. Selon les estimations les plus prudentes, au moins 80% de la population mondiale est encore privée des technologies de communication les plus élémentaires pour accéder au 'village mondial d'Internet'. Bien que la croissance d'Internet se développe plus rapidement dans les pays en développement que partout ailleurs, cette technologie continuera, pendant encore de nombreuses années, à n'être disponible que pour une infime proportion de la population des pays les plus pauvres.

La situation est encore plus grave dans les zones rurales. La révolution de l'information a complètement court-circuité près d'un milliard de personnes. Il s'agit des ruraux pauvres, qui constituent 75% de la population vivant avec moins d'un dollar par jour. A de nombreux égards, la fracture numérique ne fait que refléter d'autres inégalités: disparités entre communautés urbaines et rurales, entre hommes et femmes, et entre les agriculteurs qui réussissent et les agriculteurs de subsistance. De plus, les pays pauvres ne peuvent pas se payer les infrastructures de télécommunication dont ils auraient besoin. L'argent est compté dans ces pays, déjà paralysés par leur dette extérieure et qui doivent faire des coupes sombres dans les dépenses de leurs secteurs sociaux. Certains estiment que ces pays devraient d'abord s'attaquer à leurs besoins de base comme l'éducation, l'eau, la santé et les routes.

### 3.6. Des obstacles pour les pauvres

Quels sont les obstacles qui empêchent les ruraux pauvres d'accéder aux nouvelles technologies et notamment à Internet?

- **Les ruraux pauvres manquent d'infrastructures (électricité, télécommunications). Les TIC dépendent des politiques nationales et des régulations en matière de télécommunications et de licences de radiodiffusion. Elles impliquent des investissements financiers initiaux pour le matériel et les programmes. Elles dépendent également des compétences et des capacités nécessaires pour utiliser, gérer et assurer la maintenance technologique efficace.**
- **Les ruraux pauvres sont souvent analphabètes ou semi analphabètes, avec de faibles niveaux d'éducation. Il ne trouveront pas grand-chose dans leur langue locale sur Internet.**
- Ils ne trouveront pas beaucoup d'informations pertinentes sur leur vie quotidienne.
- Ils ne peuvent habituellement pas mettre en ligne leurs propres connaissances locales. Le Web ne leur propose pratiquement aucune opportunité de créer des richesses au niveau local.
- Ils ne peuvent pas payer le prix de l'accès à Internet et ne peuvent pas disposer de leurs propres ordinateurs.

### 3.7. Points publics d'accès

Dans la communauté du développement, un mouvement préconise l'implantation généralisée de points publics d'accès pour étendre l'accès de tous à Internet et rapprocher Internet des communautés défavorisées et des organisations intermédiaires qui offrent des services à ces communautés.

**Les centres communautaires multimédias ou télécentres en sont un exemple typique.** Ils sont, en général, mis en place dans des zones rurales où l'accès individuel est impossible ou inabordable. Ils proposent une série de services d'information adaptés aux besoins des communautés et souvent aussi de la formation. Ils peuvent être utilisés par la communauté pour créer ou pour partager leurs informations avec

l'extérieur. Les services sont gratuits, ou subventionnés par des gouvernements, des donateurs ou des ONG. Les cybercafés, à l'inverse, sont des entreprises commerciales privées, qui sont surtout axés sur la fourniture d'un accès à Internet. Leur clientèle tend à être plus urbaine, plus éduquée et en mesure de payer ces services. Ce sont des outils importants pour des groupes minoritaires dans les sociétés urbaines, comme les jeunes, les femmes, les travailleurs migrants et les diasporas.

Les cybercafés et les télécentres peuvent proposer des formations en informatique et à l'utilisation du Web, mais les télécentres offrent aussi d'autres types de formation, comme l'éducation non formelle, l'éducation à distance dans les domaines de l'agriculture, de la santé, de l'éducation, de l'entreprise, ou d'autres thèmes en rapport avec le développement communautaire et la réduction de la pauvreté. Mais, pour parcourir le dernier kilomètre de connectivité avec les communautés rurales, il faut faire appel aux agents de développement et utiliser des formes de communication plus traditionnelles comme la radio. (Colle and Roman 2001).

Parmi les problèmes rencontrés par les télécentres pour la réduction de la pauvreté, figure leur manque de durabilité. Ils ont souvent été parachutés de l'extérieur et n'ont pas été adoptés de l'intérieur. La recherche sur les besoins de la communauté n'a pas été entreprise et ces télécentres n'ont pas proposé d'informations pertinentes ni de contenus utiles sur le plan local. Souvent, l'information n'a pas été traduite dans les langues locales. Les questions socioculturelles ont été ignorées. La formation en communication et en gestion n'a pas toujours été apportée aux personnels locaux qui se comportent plutôt comme des intermédiaires d'information. La participation des secteurs marginaux de la société n'a pas été sollicitée. Enfin, la durabilité financière n'a pas été atteinte.

Selon Charles Kenny, «même si l'apport des donateurs pour améliorer l'accès aux TIC dans les pays en développement se maintient – ou s'accroît – il n'ira sans doute pas au-delà de l'accès à Internet – au moins dans les régions les plus pauvres et les pays les moins développés. Dans les pays les moins avancés la pauvreté extrême est un facteur paralysant. Les revenus sont très faibles; les salaires misérables de travailleurs non qualifiés ne permettent que la subsistance; la nourriture est le principal bien de consommation; les niveaux d'éducation sont très faibles et les niveaux d'analphabétisme très élevés; les statuts linguistiques des groupes minoritaires et leur localisation rurale sont pénalisants. Tous ces éléments conduisent à rendre les coûts de connexion à Internet insupportables et à limiter ses avantages, pour les plus pauvres, dans le cadre des télécentres. De telles situations conduisent à penser que la pression pour un accès universel à Internet comme outil de réduction de la pauvreté n'est pas toujours pertinente. A l'inverse, le document affirme que les programmes d'accès centrés sur le téléphone et la radio pourraient présenter un meilleur rapport coûts/bénéfices, des frais généraux plus faibles et constituer ainsi une alternative ou un intermédiaire pour Internet, en tant qu'outil de réduction de la pauvreté. (Kenny, 2002).

### **3.8. La téléphonie mobile**

Le développement de la téléphonie mobile comme outil relativement bon marché et puissant a permis aux communautés, même dans des zones reculées, de l'approprier spontanément pour leurs usages locaux. Les téléphones mobiles et satellitaires mettent les télécommunications à la portée non seulement des petits entrepreneurs des pays en développement, mais aussi des exploitants agricoles. Le téléphone villageois payant, soutenu par la Grameen Bank au Bangladesh est un exemple typique de dispositif qui favorise les activités génératrices de revenus pour les ruraux pauvres. Il permet aux femmes rurales analphabètes de gagner de l'argent en louant des téléphones mobiles aux membres de la communauté contre rémunération. Une évaluation du programme,

entreprise par le Canada, a montré que les revenus tirés par les opérateurs était de l'ordre de 24% du revenu du foyer et pouvait même quelquefois même aller jusqu'à 40% de ce revenu.<sup>2</sup>

### 3.9. Appropriation locale et impact

La FAO a réalisé deux études sur les TIC pour comprendre ce qui conduit les communautés pauvres à s'approprier les TIC pour leur propre usage: ("Discovering the Magic Box: Local Appropriation of ICTs" and "Revisiting the Magic Box"). L'objectif de ces deux documents était d'identifier des exemples de TIC appropriées localement et dirigées par la communauté et de contribuer au débat en cours sur l'impact. Les études ont identifié quelques outils d'analyse et principes directeurs pour encourager l'appropriation locale des TIC.

1. Malgré une multiplication d'études de cas, il demeure toujours utile d'apporter des indicateurs plus empiriques pour montrer l'impact des TIC et mieux comprendre la façon dont les communautés les utilisent. Peu de projets se sont penchés suffisamment sur le suivi et l'évaluation de l'impact des TIC sur les pauvres et il y a donc peu d'éléments concrets de résultats qui permettent de justifier les investissements ultérieurs demandés par les projets. Les donateurs n'ont pas accordé les ressources nécessaires à la recherche sur les résultats en profondeur. Des indicateurs plus qualitatifs sont nécessaires.

Selon le PNUD, «cela peut également s'expliquer par le fait que souvent, ceux qui se sont engagés dans des projets qui n'ont pas bien marché ne souhaitent pas forcément faire état de leurs échecs. Bien que beaucoup d'initiatives de TIC pour le développement aient échoué, peu d'échecs ont été documentés. Cela est dû à un manque d'initiatives dans le système de développement pour inciter les gestionnaires de projet, les partenaires à la mise en oeuvre ou les agences de développement à établir des rapports critiques et rendre publics les insuffisances ou les échecs des projets»(PNUD 2000).

Les donateurs et les organisations de développement ont toutefois commencé à mettre en cause les approches uniquement basées sur l'accès à la technologie et souhaitent comprendre quels sont les meilleurs usages des TIC pour réaliser les objectifs du développement. Il est important de noter que quelques études de qualité existent et qu'elles apportent une base importante pour développer des critères pour l'évaluation des meilleures pratiques<sup>3</sup>.

2. Dans la précipitation mise à vouloir «connecter» les pays en développement, **on n'a pas suffisamment accordé d'attention à l'établissement d'un cadre conceptuel des TIC ni de directives pour leur utilisation.** La conception des programmes de TIC pour les pauvres doit prendre en compte les leçons tirées, au fil des ans, en matière de communication pour le développement.

<sup>2</sup> Richardson D., Ramirez R. and Haq M. 2000. "Grameen Telecom's Village Pay Phone Programme: A Multi-Media Case Study". ACDI.

<sup>3</sup> Ces études illustrent la façon dont les donateurs repensent leur approches des TIC et recherchent de nouvelles stratégies : PNUD, Bureau de l'évaluation, 2001. "Information Communications Technology for Development, Essentials: Synthesis of Lessons Learned", N.5.

R. Heeks, 2003. "Failure, success and improvisation of information systems projects in developing countries", Paper N. 11, Development Informatics Working Paper Series, Institute for Development Policy and Management, University of Manchester.

Batchelor S, Norrish P, Scott N, Webb M, 2003. " Sustainable Case Histories Project: Technical Report".

R. Curtain, "Information and Communication Technologies and Development: Help or Hindrance" 2004., une étude commandée par Australian Aid (Aus Aid).

3. **Il est nécessaire de mettre l'accent sur les besoins des communautés et sur les avantages qu'elles tireront des nouvelles technologies plutôt que sur la quantité de technologies disponibles.** L'accent doit être mis sur l'utilisation des nouvelles technologies comme un moyen d'améliorer les conditions d'existence des pauvres plutôt que d'en faire une fin en soi. Les besoins réels des communautés doivent être identifiés et abordés avec eux. Les exemples réussis d'appropriation locale sont ceux pour lesquels les TIC soutiennent les priorités et les buts des communautés - comme l'augmentation des revenus ou le renforcement des capacités en matière de gestion des entreprises de commercialisation, d'augmentation de la productivité agricole, de création d'emploi - ou encore lorsque les TIC permettent de renforcer les systèmes existants de communication traditionnelle, de promouvoir les réseaux et de plaider pour le changement social.
4. **Les contenus et les langues locales** sont des facteurs essentiels pour bénéficier des avantages de la révolution de l'information. Les contenus locaux se construisent à partir des systèmes et des méthodes traditionnels de communication existants et éprouvés, pour récolter et partager l'information, s'agissant notamment des médias communautaires bien implantés comme la radio qui peut être renforcée en se connectant à Internet. De plus, de nouvelles technologies comme la vidéo numérique peuvent également aider à la production de contenus locaux. Pour être efficaces, les contenus élaborés à l'extérieur doivent être adaptés et traduits dans les langues locales, pour que les auditoires locaux puissent les comprendre. En conséquence, il est nécessaire de développer les capacités des professionnels locaux pour qu'ils apprennent à télécharger les contenus mondiaux et à les adapter à la consommation locale.

### **3.10. Le rôle des donateurs et des agences de développement**

Les nouvelles initiatives pour promouvoir les opportunités numériques sont très nombreuses, mais l'impact de tous ces efforts pourrait rester limité s'ils ne sont pas coordonnés. **Il serait bien plus utile de travailler dans une perspective de coordination des initiatives et de mise en commun des stratégies.** Les opinions divergent sur la question de savoir ce que les organisations donatrices pourraient faire pour soutenir la croissance et l'utilisation d'Internet et d'autres technologies de l'information dans les pays en développement. On affirme que le développement des TIC devrait plutôt être confié au secteur privé, en se basant sur l'exemple de la prolifération des télécopieurs et des téléphones mobiles, qui n'est pas liée à une intervention de développement ciblée. Si le marché pouvait assurer le développement de l'accès, en termes de disponibilités physiques, **alors les donateurs et les ONG devraient abandonner cet objectif pour se concentrer sur une utilisation appropriée des technologies, l'optimisation des avantages qu'elles apportent et la minimisation de la marginalisation.** Mais si la croissance d'Internet est indépendante du soutien des donateurs, l'accès des groupes défavorisés n'augmentera pas sans soutien des donateurs ni subventions des gouvernements. **Sans une attention particulière des donateurs sur les ruraux, les pauvres et les marginalisés, la numérisation ignorera ces secteurs, car elle les considèrera comme non rentables.**

### Un partenariat pour les centres communautaires multimédias

Plusieurs agences des Nations unies, comme la CEA, la FAO, l'UIT, le PNUD, le FNUAP et la Banque mondiale, ainsi que des agences de développement comme APC, AMARC, One World, ORBICOM et VITA travaillent en collaboration avec l'UNESCO pour la mise en place de centres multimédia communautaires afin de corriger les défauts et les limites de la première génération de télécentres.

Les nouveaux centres communautaires multimédias combinent les médias locaux comme les radios communautaires – qui offrent des programmes produits par les populations locales dans leurs propres langues – avec des applications des TIC dans les secteurs sociaux, économiques et culturels. La radio est la passerelle qui introduit les nouvelles technologies dans la vie des populations, en s'assurant qu'elles peuvent participer à l'identification, la discussion, et l'échange d'informations adaptées à leurs besoins, sans que les niveaux d'alphabétisation ou les langues ne deviennent des obstacles. Les auditeurs ont accès aux informations en ligne à travers leurs animateurs radio qui expliquent le contenu de pages Internet intéressantes pour la communauté, directement dans la langue locale. Ils peuvent aussi se déplacer jusqu'au centre, peut-être pour envoyer un message électronique – en le dictant à un facilitateur s'ils sont analphabètes – ou pour chercher de l'information sur Internet ou sur un CD-Rom. Actuellement près de 40 centres communautaires multimédias sont opérationnels en Asie, en Afrique et dans les Caraïbes. Des milliers de personnes des communautés pauvres et marginalisées utilisent ces dispositifs pour lutter contre l'exclusion sociale et améliorer leurs moyens d'existence.

Source: UNESCO, 2004

### 3.11. Expérimenter de nouvelles approches

Nous continuerons au cours des prochaines années à témoigner d'expérimentations associant les nouvelles technologies de l'information et la communication aux approches plus anciennes et plus traditionnelles. Les TIC enrichissent tout simplement la boîte à outils. **Les praticiens de la communication doivent apprendre à s'adapter à la nouvelle époque de l'information, à un environnement changeant et choisir les canaux de communication les plus appropriés.** Ils doivent expérimenter de nouvelles approches et apprendre quand il est opportun de les utiliser, sans doute comme un élément d'une stratégie de communication combinée. **Ce qui est important, c'est d'appliquer les leçons apprises dans les programmes de communication participative du passé. En tout état de cause, le dialogue, l'appropriation par les communautés et l'intégration des systèmes de communication existants restent les éléments clé de la réussite et de la durabilité des efforts entrepris.**

## 4. CONCLUSIONS

### 4.1. Les contraintes de la communication participative

Au fil des ans, l'expérience a montré que les approches participatives sont essentielles pour la communication avec les groupes marginaux et vulnérables. **Bien qu'il n'existe pas de recette ou de modèle unique en matière de communication participative, l'expérience nous a appris quels étaient les ingrédients nécessaires pour réussir un programme.** Ce sont: l'écoute, le dialogue, l'appropriation par les communautés, le respect pour le savoir, la langue et la culture traditionnels et l'intégration des systèmes locaux de communication. Chaque fois que les processus de communication participative ont été mis en œuvre, ils ont montré qu'ils constituaient un système de transformation. Pour les communautés rurales et urbaines marginalisées par la pauvreté, le genre, la langue, l'ethnie et l'isolement géographique, pouvoir s'exprimer et contrôler leurs moyens de communication a eu un effet émancipateur. La reconquête

de la langue et des traditions à travers la participation avec d'autres a réhabilité la fierté des communautés et renforcé leur cohésion. En devenant capables de s'exprimer, ils ont cessé d'être des récepteurs passifs pour devenir les partenaires actifs d'un processus démocratique collectif et ils ont entrepris de promouvoir leur propre développement. (Vidal Hall, 2004). Le projet de l'île de Fogo en est un exemple classique.

Toutefois, malgré l'accent mis sur la réduction de la pauvreté et les paradigmes centrés sur la population, la communauté internationale hésite encore à considérer la communication comme un ingrédient essentiel des programmes de développement au bénéfice des pauvres, en tous cas, au niveau des phases de planification et d'attribution des ressources financières. Quel est le problème? Pourquoi, après tant d'années d'expérience, les processus de communication participative sont-ils toujours aussi peu présents dans les programmes de réduction de la pauvreté et d'amélioration des moyens d'existence des plus défavorisés?

- Les adversaires disent que **les processus et les programmes de communication participative ne peuvent pas être augmentés** ni entrepris au niveau national. **Est-ce vrai? Leur validité doit-elle demeurer à l'échelle locale, en raison de leur nature?**
- **Les processus participatifs consomment des ressources et du temps.** Les processus participatifs sont difficiles à mettre en place rapidement dans le cadre temporel rigide des projets et des exigences des donateurs pour des résultats rapides. Les indicateurs d'impact ne sont pas quantitatifs. Donc, les praticiens de la communication ont des difficultés à prouver la valeur des processus participatifs aux décideurs et aux donateurs. **Les praticiens peuvent-ils identifier de nouveaux indicateurs qualitatifs et démontrer la valeur des processus participatifs?**
- **Les processus participatifs supposent de nouvelles compétences d'animateur** dont les praticiens de la communication sont souvent dépourvus. **Cela soulève la question de la formation.**
- La communication participative, lorsqu'elle traite les injustices politiques et sociales, **ne peut être mise en oeuvre que s'il existe une volonté politique du côté des gouvernements et des autorités locales.** Une participation authentique interpelle directement le pouvoir et sa distribution dans la société. Les autorités ne souhaitent généralement pas changer le statut quo, même s'ils soutiennent la participation du bout des lèvres. **Cela signifie-t-il que la véritable participation est utopique? Ou simplement qu'il faut être prudent dans le choix des circonstances où la communication participative est applicable?**
- **La participation aux activités de changement social peut générer des conflits** au sein de la communauté. Des méthodes doivent donc être trouvées pour associer la population de façon prudente et opportune, tout en apportant une protection adéquate et des mesures de gestion des conflits. Cela renvoie encore à la question **de la formation de nouveaux professionnels de la communication.**

## 4.2. Éléments pour un agenda

Voici quelques idées pour un agenda, qui pourraient aider à surmonter certaines contraintes décrites ci-dessus et améliorer l'efficacité de la communication avec les communautés isolées et marginalisées.

### 4.2.1. A l'attention des gouvernements

Les gouvernements devraient créer **des instances de régulation et un environnement politique favorable à la communication avec les pauvres.** Des dispositions juridiques et politiques équitables sont essentielles pour que la communication devienne un véritable outil de réduction de la pauvreté. Elles devraient garantir le droit

des populations marginalisées à communiquer. Les femmes, les réfugiés, les personnes déplacées, les travailleurs migrants et les populations indigènes devraient être encouragés à s'exprimer. Les décideurs politiques devront les écouter. Les politiques nationales de communication devraient prendre en compte les besoins de tous les secteurs de la société, notamment les plus pauvres. Tous les acteurs – notamment la société civile et le secteur privé – devraient être associés à la planification et à la mise en œuvre des politiques. L'accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication est insuffisant s'il ne s'appuie pas sur un cadre de régulation destiné à s'assurer que ces technologies sont utilisées de façon pertinente et qu'elles peuvent être socialement appropriées par les groupes défavorisés. **Les identités, langages, héritages culturels et traditions des minorités devraient être reconnus, protégés et respectés.**

#### **4.2.2. A l'attention des donateurs et agences de développement**

La communication stratégique devrait constituer **une composante indispensable des programmes de réduction de la pauvreté. Des apports, ressources et durée suffisants devraient lui être attribués**, compte tenu de la nécessité d'interventions complexes et à long terme. Les processus de changement social demandent du temps, bien plus que celui qui est accordé par un projet d'une durée moyenne de cinq ans. Les projets de communication de la FAO qui ont connu un certain succès auprès des communautés marginales ont duré de sept à dix ans. Les experts de la Banque mondiale vont encore plus loin en suggérant que le soutien aux systèmes de vulgarisation soit conçu dans une perspective à 15 ans. (Coldevin 2003).

Les donateurs et agences de développement **devraient mettre en place des unités composées de professionnels de la communication pour le développement**. La conception de composantes de communication réussies demande également une participation et des apports provenant des communautés locales et des personnels de terrain. Combien d'organisations disposent d'agents de terrain qualifiés, sans parler des agents en avant-poste au niveau des régions et des pays?

Les ressources destinées aux programmes de communication devraient inclure **les personnes chargées de la recherche participative, du suivi et de l'évaluation et prévoir un travail dans la durée**. La recherche et l'évaluation des succès et des échecs dans l'utilisation des TIC avec des groupes marginaux constituent un nouveau et important défi, s'agissant notamment de l'appropriation et de l'usage de ces technologies. Les résultats de ces recherches devraient constituer la base de toute nouvelle intervention.

Comblé le fossé numérique demande plus qu'une augmentation de la connectivité des pays en développement. Le soutien des donateurs devrait s'intéresser davantage à l'assurance **d'un accès pour les pauvres, à une utilisation adéquate des technologies, à la maximisation des avantages pour les groupes défavorisés et à la minimisation de la marginalisation**. Il faut admettre que l'accès pour les pauvres ne peut se faire sans un soutien des donateurs et des subventions des gouvernements, à long terme. Il est nécessaire de mettre en place **davantage de coordination et de partenariats** entre les donateurs, les agences de développement et les ONG dans la planification et la mise en œuvre de stratégies communes efficaces. Le programme et les partenariats imaginés par l'UNESCO pour la mise en place des centres communautaires multimédia en est un bon exemple.

#### **4.2.3. A l'attention des professionnels de la communication**

Les professionnels de la communication devraient s'adapter à un environnement en mutation et aux nouveaux acteurs sociaux. Ils doivent être capables d'évaluer **si les stratégies, expériences et connaissances actuelles sont pertinentes pour travailler avec les groupes marginaux et vulnérables, et comment elles**

**pourraient être modifiées ou étendues.** La nécessité reconnue de modifier les approches pour travailler avec les individus et les communautés affectés par le VIH/SIDA en est un bon exemple.

#### **a) Former les nouveaux communicateurs**

Un nombre insuffisant de personnes ont été formées à la conception et à la mise en oeuvre de programmes de communication participative. La communication est devenu un secteur spécialisé dans le développement et le profil des communicateurs a changé au fur et à mesure que le rôle de la communication a évolué. (Dagron 2001). Les spécialistes de la communication doivent désormais être davantage des animateurs, des médiateurs, des intermédiaires d'information dans les processus participatifs pour le changement social.

**Les programmes devraient couvrir une large gamme de sujets avec des apports provenant de diverses disciplines.** Au-delà des sciences sociales, du développement et de l'artisanat des médias et des technologies de la communication, ils devraient aborder de nouveaux thèmes comme la communication interculturelle, la recherche participative des diagnostics et l'identification des problèmes, la planification stratégique, les approches multisectorielles et multi acteurs, le suivi et l'évaluation participatifs, la gestion des conflits, la dynamique de groupe, l'animation de groupe et la communication interpersonnelle. Il est également important d'apprendre à écouter.

**La formation devrait intervenir à différents niveaux:** au niveau de la licence et du troisième cycle universitaire, mais aussi au niveau technique et intermédiaire. Il y a encore beaucoup à faire pour changer les attitudes des agents de terrain, des vulgarisateurs et des responsables de la formation des agriculteurs, qui ont été formés pour appliquer des approches pyramidales et autoritaires avec les groupes défavorisés. De plus, **il est nécessaire de former les communicateurs en mesure d'intervenir au niveau des communautés et des groupes marginalisés.** Il faut également améliorer la qualité des professionnels actuels de communication et leur proposer des formations sur le tas et des cours de recyclage.

Concevoir des programmes pour différents niveaux est moins problématique que trouver les ressources financières, persuader les doyens, les chefs de département et les institutions de les inclure dans leurs programmes académiques et de formation. Ce n'est pas seulement une question de quantité, mais aussi de qualité de la formation.

**Les approches participatives impliquent des processus d'apprentissage participatifs, interactifs et expérientiels, de préférence basés sur le terrain.**

La Fondation Rockefeller et le Consortium for Communication for Social Change (CFSC) ont démarré une série d'activités destinées à améliorer la formation des spécialistes de la communication à différents niveaux. Au cours d'une réunion à Bellagio en 2003, un groupe de spécialistes s'est engagé à développer un programme de formation à la communication pour le changement social, d'une durée de trois semestres, à un niveau de maîtrise universitaire. La réunion de Bellagio a également conçu une formation de courte durée pour les praticiens de la communication et une session d'orientation d'une demie journée pour les décideurs.

Le succès ou l'échec de la communication avec les groupes marginaux et vulnérables dépendront de la capacité à disposer de ressources humaines qualifiées. Si nous ne sommes pas en mesure de proposer une masse critique de spécialistes bien préparés, à différents niveaux, la discipline ne sera pas reconnue comme une composante essentielle dans les programmes de réduction de la pauvreté.

#### **b) Suivi et évaluation**

Le suivi et l'évaluation des programmes de communication sociale avec les groupes vulnérables n'a pas réussi dans le passé, en raison d'un certain nombre de facteurs. Le suivi et l'évaluation devraient être intégrés dès le début de toute initiative de

communication, mais cela n'a pas toujours été possible en raison du manque de temps et de ressources alloués à cet effet dans la conception des projets.

Les processus de facilitation ne sont pas aussi faciles à évaluer que la production agricole ou les produits de communication et il est difficile d'en montrer concrètement les résultats aux donateurs, qui veulent avoir des résultats quantitatifs rapides. Il est plus facile de rendre compte de la mise en place d'un centre de médias, du nombre de personnes suivant une session de formation et de la production de documents audiovisuels que de mesurer et rendre compte d'indicateurs de participation, d'émancipation et de changements sociaux. De nombreux autres facteurs sociaux et économiques peuvent interférer avec les objectifs de changement social et donc rendre l'évaluation de l'impact de la communication par elle-même plus complexe.

**De nouveaux instruments et indicateurs sont nécessaires pour évaluer efficacement l'impact des processus de communication participative avec les groupes défavorisés. Ils doivent être identifiés et mis en oeuvre, non seulement par des personnes de l'extérieur, mais aussi par les communautés engagées dans le processus et qui sont familières avec le contexte politique social et culturel de la zone.** Ces communautés constituent le premier public qui permet de savoir ce qui a marché ou pas pour améliorer les choses. **L'avènement des nouveaux TIC ouvre un nouveau champ pour l'évaluation, s'agissant notamment de l'appropriation par les groupes isolés et marginalisés.**

### **c) Plaidoyer envers les décideurs**

Les plaidoyers en direction des décideurs sont une priorité essentielle si l'on veut que la communication devienne une activité centrale dans les programmes de réduction de la pauvreté et que des politiques favorables soient mises en place dans les pays en développement. En tant que communicateurs, nous n'avons pas jusqu'ici réussi à communiquer notre message.

**Ce qui est nécessaire, c'est une stratégie commune de communication pour atteindre les décideurs et planificateurs au niveau international et national. Il est indispensable de plaider pour que la communication soit intégrée dans les projets de réduction de la pauvreté, depuis la phase de planification, de façon stratégique, avec toutes les ressources et apports nécessaires.**

**Le plaidoyer en direction des décideurs doit observer toutes les règles de la communication efficace, en commençant par une étude d'audience.** Deux enquêtes ont été entreprises à ce sujet avec les décideurs. A la demande d'une table ronde inter agences, en 1994, Colin Frazer et Arne Fjortoft ont entrepris une enquête auprès de 39 décideurs au niveau des gouvernements, des agences bilatérales et multilatérales d'aide et des ONG. L'UNICEF et l'OMS ont financé cette étude. Plus récemment, en 2003, Ricardo Ramirez et Wendy Quarryn ont interrogé 13 décideurs, avec un financement du CRDI. De nombreuses questions intéressantes ont été soulevées par ces deux études: sur la perception des objectifs de la communication pour le développement, la signification du terme, les obstacles pour une application plus large, le manque de preuves de l'impact, le manque de professionnels compétents, l'image de la discipline, les problèmes liés à l'organisation et sur les considérations politiques. Les résultats de ces enquêtes devraient désormais être exploités dans les initiatives prises pour sensibiliser les décideurs et les planificateurs.

Les résultats de ces enquêtes sur les praticiens de la communication montrent que la seule façon de convaincre des décideurs de consacrer davantage de ressources à la communication, c'est de leur apporter des exemples concrets de l'impact et de la rentabilité de la communication. En déclarant simplement que nous avons besoin de plus de communication, nous ne convainquons personne. **Nous devons démontrer, par des faits concrets et des résultats d'évaluations, la valeur de**

**la communication pour atteindre les objectifs de réduction de la pauvreté.**

Les études de cas anecdotiques ne suffisent plus. Nous devons utiliser les outils et les approches pertinentes pour convaincre les décideurs – comme de bonnes vidéos et des présentations concises et incisives. Et nous devons apprendre à parler leur langage. N'est-ce pas ce que nous avons fait pour travailler avec la population rurale?

**d) Durabilité de la communication participative**

La durabilité des initiatives de communication participative avec les groupes vulnérables et marginaux est une autre question essentielle, qui, en raison des échecs du passé, appelle une réflexion créative et innovante pour l'avenir. L'effondrement de tous les projets une fois que l'assistance extérieure s'est retirée est bien connue. La génération de revenus et l'appel au volontariat ont été utilisés pour obtenir des résultats durables, mais cela n'a pas suffi. Travailler avec les pauvres nécessitera probablement toujours des subventions et des interventions extérieures de longue durée.

L'échec de nombreux efforts pour mettre en place des programmes durables est probablement dû, en partie, au fait qu'ils se situaient bien souvent dans le cadre d'institutions gouvernementales, sans les partenariats nécessaires avec l'ensemble des acteurs engagés dans les activités communautaires et sans appropriation par les communautés. En outre, les gouvernements ne sont pas toujours vraiment intéressés à l'émancipation et la participation de la base, même s'ils ont soutenu ces concepts, en paroles. Même s'ils étaient intéressés, ils ne pourraient plus aujourd'hui assurer le financement de services à l'échelle des communautés de base.

**La participation des communautés engagées et leur appropriation des objectifs et des activités des projets sont des éléments essentiels de durabilité.**

Les cadres politiques et institutionnels devraient être ouverts et encourager des partenariats avec tous les acteurs intéressés. L'engagement des autorités locales est également essentiel pour la durabilité. La conception des projets devrait leur accorder une durée suffisante pour réaliser leurs objectifs de façon durable. Enfin, les ressources locales (technologies médiatiques, d'aménagements et de personnel) devraient être adaptées au contexte économique des communautés, afin qu'elles soient en mesure d'en assurer le suivi. (Coldevin 2003).

**e) Le partage de l'information et des expériences**

Il est essentiel de promouvoir davantage d'échanges et d'analyses portant sur un large éventail de pratiques et d'expériences pour améliorer la communication avec les pauvres. Il y a un déficit de mémoire institutionnelle et de nombreux spécialistes de la communication vivent dans l'isolement et doivent quelquefois réinventer la roue. Il est également important de capitaliser la vision et l'expérience des premiers pionniers qui ont appliqué avec succès des approches de communication participative avec les populations marginalisées.

Les rencontres interpersonnelles comme cette table ronde sont une occasion de partager l'information et les expériences, mais elles doivent aussi identifier de nouveaux partenariats, des entreprises communes et des activités concrètes de suivi.

La communication en ligne est devenue la principale source pour les réseaux et les échanges d'information. 'Communication Initiative' est une plateforme mondiale et un pourvoyeur d'informations, d'études de cas, de stratégies, de résultats d'évaluations, d'opinions, d'événements, de formation et de propositions de travail. C'est un excellent exemple de partenariat entre de nombreuses institutions engagées dans la communication pour le développement. D'autres réseaux, plus axés sur le débat sur les TIC comprennent l'IICD, Digital opportunities, Bridges, the Open Knowledge Network, et GKD. Il serait toutefois nécessaire de développer davantage d'initiatives avec un centrage régional et national, notamment pour le personnel local travaillant

avec les communautés défavorisées, comme Isang Bangsak (CRDI). Un récent atelier sur la radio et les TIC, tenu à Quito, en Equateur, et organisé par la FAO - La Ond@Rural - s'est engagé à mettre en place un réseau et une plateforme pour les échanges d'informations, d'expériences et d'entreprises conjointes et pour assurer la promotion des initiatives de communication participatives avec les groupes vulnérables de la région.

Les forums électroniques sont également très utiles à condition qu'ils n'abordent qu'un seul thème, qu'ils soient de courte durée et qu'ils disposent de bons facilitateurs. Un bon exemple en est le forum sur la Communication et la gestion des ressources naturelles organisé par Communication Initiative et la FAO. Un autre forum réussi a été organisé par le Groupe de la communication pour le développement de la Banque mondiale.

Les publications, les journaux et les études de cas continuent d'être essentiels. De nombreuses publications ont paru récemment. Le Consortium pour la communication et le changement social met au point une bibliographie en ligne et un lecteur de documents pour analyser les principaux ouvrages existants sur la communication pour le changement social et pour rassembler l'évolution de la discipline et l'ensemble des connaissances. Ce sera un outil important pour les chercheurs et les praticiens. Un nouveau journal commencera bientôt sa parution sous la direction de Jan Servaes.

**“Si la communication pour le développement devenait une force motrice pour l'amélioration de la qualité de vie des pauvres, il serait essentiel de créer des passerelles entre les différentes approches, de promouvoir un langage et une compréhension communs, de partager les expériences, d'élaborer des principes et des directives communs et d'identifier les défis et les moyens nécessaires pour les relever. Nous devons aussi inventorier ce qui a été appris et ce qu'il reste à apprendre. C'est un défi que personne d'entre nous ne peut ignorer”. (Rapport de la huitième table ronde sur la communication pour le développement).**

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Anderson J.** et al. 1998. *Applying the Lessons of Participatory Communication and Training to Rural Telecentres* in Don Richardson and Lynnita Pailey (eds) *The First Mile of Connectivity: Advancing Telecommunication for Rural Development Through a Participatory Communication Approach*. FAO, Rome.
- Ansah P.A.V.** 1993. *An African Perspective* in David Nostbakken and Charles Morrow (eds), *Cultural Expression in the Global Village*. Southbound, Penang.
- Anyaeibunam, C. Mefalopoulos, P. & Moetsabi, T.** 1998. *Participatory Rural Appraisal: Starting with the People*. Harare: SADC Centre of Communication for Development.
- Balit S.** 1999. *Communication for Development in a Changing World* in *The Journal of Development Communication*, Number One, Volume Ten, June 1999. AidCom, Kuala Lumpur.
- Balit, S.** 1998. *Listening to Farmers: Communication for Participation and Change in Latin America* in Loy Van Crowder (ed) *Training for Agriculture and Rural Development*. FAO, Rome.
- Balit, S.** 1999. *Voices for Change: Rural Women and Communication*. FAO, Rome.
- Batchelor S, Norrish P, Scott N, Webb M 2003. *Sustainable Case Histories Project: Technical Report*, DFID, London.
- Bennett N.** 2003. *The Russian Rural Information Network* in Bruce Girard (ed) *The One to Watch: Radio, new ICTs and interactivity*. FAO, Rome.
- CIDA** 2000. *Grameen Telecom's Village Phone Program in Rural Bangladesh: A Multi-Media Case Study*, Final Report, CIDA.
- Coldevin, G.** 2003. *Participatory Communication: a key to rural learning systems*, FAO, Rome.

- Colle R. and Roman R.** 2001. *The Telecenter Environment in 2002*. in the Journal of Development Communication Number Two, Volume Twelve, Dec. 2001. AidCom Kuala Lumpur.
- Communication for Development Roundtable Report** 2002. *Focus on HIV/AIDS communication and Evaluation*. UNFPA, New York.
- Crocker, S.** 2003. *The Fogo Process: Participatory Communication in a Globalizing World* in Shirley White (ed) *Participatory Video: Images that Transform and Empower*. Sage Publications, New Delhi, Thousand Oaks, London.
- Curtain, R.** 2004. *Information and Communication Technologies and Development: Help or Hindrance?* www.Curtain-Consulting.net.au
- Dagron Gumucio A.** 2001. *Making Waves – Stories of Participatory Communication for Social Change*. Rockefeller Foundation, New York.
- Dagron Gumucio A.** 2003. *Take Five: A Handful of Essentials for ICTs* in Bruce Girard (ed) *The One to Watch: Radio, new ICTs and interactivity*. FAO, Rome.
- Dagron Gumucio A.** 2003: *What can ICTs do for the rural poor?* Keynote address at WSIS at the IFAD Roundtable “Six Years Experience in Bridging the Digital Divide”. Geneva.
- Deane J.** 1998. *Information, Knowledge and Development* in *Debate and Development*, a series of Panos Perspective Papers, Panos, London.
- Deane J. and Scalway T.** 2003 *Missing the Message – 20 years of learning from HIV/AIDS*. Panos, London.
- Decock Anamaria.** 2000. *Tapping Local Cultural Resources for Development* in Jan Servaes (ed) *Walking on the Other Side of The Information Highway: Communication, Culture and Development in the 21<sup>st</sup> Century*, Southbound, Penang.
- Digital Opportunities Task Force** 2002. *Digital Opportunities for All: Meeting the Challenge, Final Report of the Digital Opportunity Task Force*. [http://www. Dotforce.org/about](http://www.Dotforce.org/about)
- FAO** 1987. *Report of Development Support Communication FAO Expert Consultation*, FAO, Rome.
- FAO** 2004. *Yasarekomo: Una experiencia de comunicación indígena en Bolivia*. FAO, Rome
- Ford, N.** 2000. *Communicating Climate Change from the Perspective of Local People: A Case Study from Arctic Canada* in *The Journal of Development Communication*, Number One, Volume Eleven, AidCom, Kuala Lumpur.
- Fraser C. And Restrepo-Estrada S.** 1998. *Communicating for Development: Human Change for Survival*. I.B. Tauris Publishers. London, New York.
- Fugelsang A.** 1987. *The paradigm of communication in development: from knowledge transfer to community participation – lessons from the Grameen Bank, Bangladesh*. FAO, Rome.
- Fugelsang A.** 1982. *About Understanding – ideas and observations on cross-cultural communication*. Dag Hammarskold Foundation, Uppsala.
- G8 Dotforce.** 2004. *“Open Knowledge Network: Unlocking economic opportunity in the South through local content.”* <http://www.dgroups.org/groups/OKN/docs/ACF9.doc>.
- Girard B.** 2003. ed. *The One to Watch: Radio, New ICTs and Interactivity*, FAO, Rome.
- Heeks, R.** 2002. *Failure, success and improvisation of information systems projects in developing countries*, Paper N. 11, Development Informatics Working Paper Series, Institute for Development Policy and Management, University of Manchester.
- Kenny, C.** 2002. *The Costs and Benefits of ICTs for Direct Poverty Alleviation* World Bank, Washington.
- Lee Philip** ed. et al. 2004. *Many Voices, One Vision, The Right to Communicate in Practice*. Southbound, Penang and WACC, London.
- Michiels S. and Crowder L.V.** 2001. *Discovering the Magic Box: Local appropriation of information and communication technologies (ICTs)*.FAO, Rome.

- Mundy P. and Sultan J.** 2001. *Information Revolutions*, CTA, Wageningen.
- Norrish, P.** 1998 *New ICTs and Rural Communities* in Don Richardson and Lynnita Paisley (eds) *The First Mile of Connectivity: Advancing Telecommunication for Rural Development Through a Participatory Communication Approach*. FAO, Rome.
- O'Farrell C.** 2004. *Revisiting the Magic Box: Case studies in local appropriation of information and communication technologies*. FAO, Rome.
- Plan of Action of World Summit on the Information Society**, Geneva 2003. Document WSIS – 03/GENEVA/DOC/5 –E
- Ramirez R.** 2003. *Bridging Disciplines: The natural resource management kaleidoscope for understanding ICTs*. In the Journal of Development Communication, AidCom, Kuala Lumpur.
- Ramirez R. and Quarry W.** 2004. *Communication by design: a medium for innovation in natural resource management*. IDRC, Canada, FAO, Rome.
- Saik Yoon C.** 2000. *Development Communication in Asia* in Jan Servaes (ed) *Walking on the Other Side of the Information Highway: Communication, Culture and Development in the 21<sup>st</sup> Century*, Southbound, Penang.
- Servaes J.** 2003. *Hybrid Interactions. Human Rights and Development in Cultural Perspective* in Jan Servaes ed. *Approaches to Development: Studies on Communication for Development*, UNESCO.
- Shaping Information Societies for Human Nee.** Civil Society Declaration to the World Summit on the Information Society. Geneva 2003. <http://www.wsis-cs.org>
- The Millennium Development Goals.** 2000. [www.un.org](http://www.un.org)
- Tufte T.** 2003 *HIV/AIDS Prevention, Building on the Soul City Experience in South Africa* in Jan Servaes ed. *Approaches to Development: Studies on Communication for Development*, UNESCO.
- UNDP** Evaluation Office, 2001, *Information Communications Technology for Development Essentials: Synthesis of Lessons Learned*, N. 5, September, UNDP, New York.
- UNDP** 2001. Human Development Report 2001 *Making Technologies Work for Human Development*, UNDP, New York, London.





La Communication pour le Développement doit à la fois permettre un meilleur dialogue et une participation et un partage des connaissances et de l'information entre les peuples et les institutions. La 9ème Table ronde (Rome, septembre 2004), s'est intéressée à la "*Communication et au développement durable*" en abordant les trois principales thématiques suivantes, liées entre elles mais aussi centrales pour cette problématique: la communication dans la recherche, la vulgarisation et l'éducation; la communication pour la gestion des ressources naturelles; et la communication pour les groupes isolés et marginalisés. Les différents textes présentés dans cet ouvrage offrent des vues et des perspectives qui contribuent à la réflexion sur ces thématiques.



ISBN 978-92-5-205883-0



TC/MY1476F/1/11.07/1000